



HAL
open science

Introduction. Comment penser la socialisation politique des individus minorisés ?

Élodie Druetz, Mickaël Durand

► To cite this version:

Élodie Druetz, Mickaël Durand. Introduction. Comment penser la socialisation politique des individus minorisés ?. *Revue Française de Science Politique*, 2024, 73 (4-5). hal-04765745

HAL Id: hal-04765745

<https://hal.science/hal-04765745v1>

Submitted on 4 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

PROLOGUE. SOCIALISATION(S) POLITIQUE(S)

MINORITAIRE(S) : ARTICULER LE SINGULIER ET LE PLURIEL

Élodie Druez, Mickaël Durand

Les mouvements #MeToo, justice pour Adama, LGBTQIA+ ; les féminicides, crimes racistes, antisémites, homophobes, islamophobes ; l'interdiction du port du voile à l'école, la loi immigration ou le Mariage pour tous ont en commun de toucher au « fait minoritaire », enjeu qui se situe au cœur de la vie politique des démocraties pluralistes. Qu'il s'agisse de les contrôler, réprimer ou, à l'inverse, de promouvoir leurs droits et de lutter contre les discriminations qu'ils subissent, les groupes minorisés sont à la fois objets et acteurs de débats, de mobilisations, de législations. Ils participent des principaux clivages politiques qui structurent l'axe gauche-droite et sont tout particulièrement menacés par la montée de l'extrême droite. Pourtant, l'expérience des individus minorisés a peu été étudiée en science politique qui a davantage placé la focale sur les politiques publiques ciblant ces groupes ou sur les mouvements sociaux et le vote « minoritaires ». Pris dans des relations de pouvoir, les individus minorisés sont en proie à des tensions, contraints de se plier aux normes majoritaires tout en étant assignés à leur minorisation. Comment et en quoi cela affecte-t-il leur rapport au monde social et à la politique ? Cette question est essentielle en ce qu'elle nous renseigne en creux sur la fabrication des citoyen·ne·s, de la communauté politique et de ses frontières, sur les dynamiques électorales et leurs clivages. Ce dossier de la *Revue française de science politique* se propose de saisir en quoi la minorisation socialise (politiquement) l'individu et défend la vertu heuristique de penser ensemble différentes formes de minorisation (de genre, de sexualité, de race, de religion et de classe). Si certains questionnent les limites de cette commensurabilité et le risque « d'unifier artificiellement des rapports de pouvoir qui reposent sur des histoires et des mécanismes spécifiques¹ », le caractère *de facto* englobant du concept de minorisation invite à une démarche de décloisonnement que Colette Guillaumin² appelait de ses vœux. Présentant les racines théoriques des concepts du dossier, ce prologue pose le cadre l'analyse de la socialisation politique minoritaire proposée dans l'introduction du numéro.

L'étude croisée des groupes minorisés

¹ Laure Bereni, Vincent-Arnaud Chappe, « La discrimination, de la qualification juridique à l'outil sociologique », *Politix*, 94 (2), 2011, p. 7-34, ici p. 20.

² Colette Guillaumin, *L'idéologie raciste. Genèse et langage actuel*, Paris, Gallimard, 2002 [1972].

Le concept de minorité – que l'on n'entend pas ici au sens numérique mais en termes de domination³ – trouve ses origines dans la pensée de Louis Wirth⁴ et désigne un groupe faisant l'objet d'un traitement « différentiel ou inégal » en vertu de caractéristiques spécifiques (physiques, culturelles, sociales ou ethniques) qui placent celui-ci dans une relation asymétrique vis-à-vis d'autres groupes. Dans sa continuité, C. Guillaumin propose de conceptualiser la notion de minoritaire à partir d'une double dimension matérielle et idéelle⁵. Selon elle, le statut de minorisé se reflète matériellement dans un signe symbolisant la différence, une marque arbitraire qui ne précède pas le rapport de pouvoir mais, au contraire, en découle, comme l'illustre la formule de Christine Delphy : « Le genre précède le sexe⁶. » Placé·e·s dans une relation d'exploitation ou de dépendance vis-à-vis des majoritaires, les « minoritaires » font face à une « limitation des droits et possibilités⁷ » et sont en partie privé·e·s, voire dépossédé·e·s, des ressources (politiques, économiques, juridiques, symboliques) dont jouit le groupe dominant. Ce rapport de pouvoir est légitimé sur un plan idéologique, les groupes majoritaires et minoritaires partageant un univers de sens commun où leurs statuts sont hiérarchisés : les premiers sont institués comme représentant la norme et l'universel alors que les seconds incarnent le particulier et la différence.

Dans la sociologie francophone, le concept de minorité émerge initialement dans les travaux sur les relations interethniques⁸. Il est aujourd'hui largement mobilisé pour désigner différents groupes de façon cloisonnée – minorités sexuelles⁹, raciales ou ethniques¹⁰, religieuses¹¹ –, en raison d'un effet de sous-champs disciplinaires organisés autour de colloques, groupes de travail ou revues scientifiques. Ces logiques structurelles expliquent pourquoi peu de recherches s'emploient à comparer différents rapports sociaux, au-delà de la difficulté empirique et des potentielles limites de l'entreprise. En outre, les sciences sociales sont aujourd'hui davantage marquées par l'essor de la perspective intersectionnelle qui interroge l'imbrication de différents rapports sociaux¹², comme en témoignent plusieurs

³ Bernard Voutat, René Knuesel, « La question des minorités : une perspective de sociologie politique », *Politix*, 38 (2), 1997, p. 136-149.

⁴ Louis Wirth, « The Problems of Minority Groups », dans Ralph Linton (dir.), *The Science of Man in the World Crisis*, New York, Columbia University Press, 1945, p. 347-372.

⁵ C. Guillaumin, *L'idéologie raciste...*, *op. cit.* Voir aussi de la même auteure : « Sur la notion de minorité », *L'homme et la société*, 77-78, 1985, p. 101-109.

⁶ Christine Delphy, *L'ennemi principal. Penser le genre*, vol. 2, Paris, Syllepse, 2013.

⁷ C. Guillaumin, « Sur la notion de minorité », art. cité.

⁸ Pierre-Jean Simon, « Le sociologue et les minorités : connaissance et idéologie », *Sociologie et sociétés*, 15 (2), 1983, p. 9-23 ; Véronique de Rudder, *Sociologie du racisme*, Paris, Syllepse, 2019.

⁹ Gilles Chantraine, Gwenola Ricordeau, « Introduction. Sexualités minoritaires : expériences subjectives, communautés érotiques et politiques de reconnaissance », *L'Homme & la Société*, 208 (3), 2018, p. 21-31.

¹⁰ Nicolas Jounin, Élise Palomares, Aude Rabaud, « Ethnicisations ordinaires, voix minoritaires », *Sociétés contemporaines*, 70 (2), 2008, p. 7-23.

¹¹ Margot Dazey, Mathilde Zederman (dir.), « Engagement musulmans et luttes de l'immigration », *Sociétés contemporaines*, 127 (3), 2022.

¹² Kimberle Crenshaw, « Mapping the Margins : Intersectionality, Identity Politics, and Violence Against Women of Color », *Stanford Law Review*, 43 (6), 1991, p. 1241-1299 ; Éléonore Lépinard, Sarah Mazouz, « Pour l'intersectionnalité », dans E. Lépinard, S. Mazouz, *Pour l'intersectionnalité*, Paris, Anamosa, 2021, p. 3-71.

Druez&Durand, « Introduction. Comment penser la socialisation politique des individus minorisés ? », publié dans la RFSP, 2024, 73 (4-5), p. 547-572 : <https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2023-4-page-547?lang=fr&tab=resume>

numéros collectifs¹³ récents. Sans bien sûr remettre en question la démarche intersectionnelle, ni la consubstantialité des relations de pouvoir, il nous paraît heuristique de comparer les diverses formes de minorisation entre elles.

En effet, les concepts de minorisation et de domination suggèrent l'existence d'analogies entre la race, le genre, la classe, etc., et constituent *de facto* une invitation à la démarche comparative. C'est ce qu'envisagent des chercheur·e·s pionnier·ère·s¹⁴, dont C. Guillaumin qui s'emploie à établir les déterminants communs aux différents groupes minorisés¹⁵, examinant notamment la naturalisation propre aux rapports de race et de genre¹⁶ ; ou encore Erving Goffman¹⁷ qui se penche sur les réactions à la stigmatisation de différents groupes minorisés dans une perspective interactionniste (sans s'inscrire dans une approche en termes de rapports de pouvoir). Si celui-ci n'entreprend pas une démarche comparative *per se*, il met au jour l'existence d'une distinction entre le fait d'être « discrédité » et « discréditable », selon que le stigmaté est visible ou dissimulé.

Par la suite, des initiatives de mise en dialogue entre rapports sociaux ont émergé sans pour autant entreprendre de comparaison systématique. C. Delphy présente ainsi l'articulation entre logiques de hiérarchisation et d'altérisation comme étant communes aux femmes, aux non-blanc·he·s, aux homosexuel·le·s, mais n'approfondit pas empiriquement l'examen de ces trois formes de minorisation¹⁸. Dans un ouvrage sur l'expérience des discriminations, François Dubet et ses coauteur·ice·s interrogent le vécu de femmes, de gays et lesbiennes, et de personnes racisées, esquissant des dynamiques communes et des dissemblances selon les groupes, mais sans faire de la comparaison un axe structurant de leur analyse¹⁹. Il en est de même d'un numéro collectif de la revue *Tracés* qui questionne « les subjectivations spécifiques auxquelles l'expérience sociale de l'assignation minorisante peut donner lieu²⁰ ». Un article de Ryzlène Dahhan et ses coauteur·ice·s opérationnalise, quant à lui, l'idée de relation « majoritaires/minoritaires » mais en se centrant uniquement sur des groupes racisés²¹. En dehors de ces approches sur les vécus individuels, des recherches examinent la façon dont le droit²² ou l'action publique²³ se saisissent des enjeux relatifs aux diverses formes de minorisation. Enfin, des travaux récents en théorie politique ont réfléchi aux « résonances »

¹³ Voir les numéros des revues cités dans les notes 1, 2 et 3 de la page 3, ou encore le numéro 30 de la revue *Tracés. Revue de Sciences humaines* de 2016.

¹⁴ Helen Mayer Hacker, « Women as a Minority Group », *Social Forces*, 30 (1), 1951, p. 60-69.

¹⁵ C. Guillaumin, « Sur la notion de minorité », art. cité.

¹⁶ Colette Guillaumin, *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de nature*, Paris, Côté-femmes, 1992.

¹⁷ Erving Goffman, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975.

¹⁸ Christine Delphy, *Classer, dominer. Qui sont les « autres » ?* Paris, La Fabrique, 2008.

¹⁹ François Dubet *et al.*, *Pourquoi moi ? L'expérience des discriminations*, Paris, Seuil, 2013.

²⁰ Adrien Chassain *et al.*, « Approches expérientielles du fait minoritaire », *Tracés*, 30, 2016, p. 7-26, ici p. 7.

²¹ Ryzlène Dahhan *et al.*, « Analyser des terrains contemporains à partir du couple notionnel « majoritaires/minoritaires » », *Cahiers du genre*, 68 (1), 2020, p. 145-171.

²² L. Bereni, V.-A. Chappe, « La discrimination... », art. cité.

²³ Soline Laplanche-Servigne, Marie-Hélène Sa Vilas Boas, « Introduction. Les catégorisations des publics minorisés en questions », *Participations*, 25 (3), 2019, p. 5-31.

Druez&Durand, « Introduction. Comment penser la socialisation politique des individus minorisés ? », publié dans la RFSP, 2024, 73 (4-5), p. 547-572 : <https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2023-4-page-547?lang=fr&tab=resume>

entre les différentes expériences de minorisation pour repenser les concepts de justice et d'universalisme²⁴, ou ont révélé la commune radicalité et la « transversalité » des luttes minoritaires²⁵.

Quelques rares analyses s'essaient plus frontalement à la comparaison en mettant la focale sur deux rapports de domination. Rogers Brubaker²⁶ se saisit de l'analogie entre les rapports de genre et de race à travers la question du passage inversé des frontières²⁷ qui serait davantage toléré au regard du genre que de la race²⁸. Mickaëlle Provost développe, elle aussi, l'analogie entre oppression de genre et oppression de race en confrontant les pensées de Simone de Beauvoir et de Frantz Fanon²⁹. Par ailleurs, Hugo Bouvard et Margot Dazey mettent en dialogue la façon dont des élu·e·s homosexuel·le·s et des dirigeant·e·s d'associations musulmanes performant un « républicanisme minoritaire³⁰ » à travers des stratégies discursives en partie communes mais qui diffèrent du fait des soupçons plus prononcés à l'encontre des second·e·s³¹. Ancrée dans la sociologie et la théorie politique, cette littérature comparative émergente gagnerait à s'approprier davantage les outils de la socialisation politique pour penser la mécanique de la minorisation.

L'étude de la socialisation politique des minorisé·e·s

À ce jour, les comportements politiques des groupes minorisés ont été principalement étudiés sous deux angles : celui des mobilisations collectives, à l'aune du paradigme de l'*identity politics*³², ces mouvements ayant pour principal enjeu l'égalité des droits et la reconnaissance d'identifications collectives ; et celui des comportements électoraux, les travaux mettant en lumière des orientations partisanes prédominantes chez différents groupes

²⁴ Bruno Perreau, *Sphères d'injustice. Pour un universalisme minoritaire*, Paris, La Découverte, 2023.

²⁵ Réjane Sénac, *Radicales et fluides. Les mobilisations contemporaines*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021.

²⁶ Rogers Brubaker, *Trans. Gender and Race in an Age of Unsettled Identities*, Princeton, Princeton University Press, 2016.

²⁷ C'est-à-dire le fait de passer du groupe majoritaire (masculin/blanc) au groupe minorisé (femme/racisé).

²⁸ Pour une recension de cet ouvrage, voir Abdellali Hajjat, « Transgenre et transracial, ou les difficultés d'une analogie », *Genèses*, 114 (1), 2019, p. 153-159. La question des frontières de genre et de race est au cœur d'un article à paraître d'Emmanuel Beaubatie, Solène Brun et Claire Cosquer à partir d'une communication présentée au X^e Congrès de l'Association française de sociologie le 6 juillet 2023.

²⁹ Mickaëlle Provost, *L'expérience de l'oppression. Une phénoménologie du racisme et du sexisme*, Paris, PUF, 2023.

³⁰ Sarah Mazouz, *La République et ses autres. Politiques de l'altérité dans la France des années 2000*, Lyon, ENS Éditions, 2017.

³¹ Hugo Bouvard, Margot Dazey, « Un républicanisme minoritaire : responsables associatifs musulmans et élus homosexuels face à la doxa républicaine », *Sociologie*, 15 (1), 2024, p. 7-25.

³² Mary Bernstein, « Identity Politics », *Annual Review of Sociology*, 31 (1), 2005, p. 47-74 ; Michaël Voegtli, « “Quatre pattes oui, deux pattes, non !” L'identité collective comme mode d'analyse des entreprises de mouvement social », dans Isabelle Sommier, Olivier Fillieule, Éric Agrikoliansky (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 203-223.

Druez&Durand, « Introduction. Comment penser la socialisation politique des individus minorisés ? », publié dans la RFSP, 2024, 73 (4-5), p. 547-572 : <https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2023-4-page-547?lang=fr&tab=resume>

minorisés³³. Ce dossier décale la focale en se situant à l'échelle des individus ainsi qu'en interrogeant leurs expériences et identifications minoritaires à partir du concept de socialisation politique. Ce champ d'études, à l'origine focalisé sur les enfants et pré-adolescent·e·s, montre l'importance de la famille et de l'héritage politique primaire dans la formation politique des individus³⁴, certain·e·s auteur·e·s insistant toutefois sur le poids de la socialisation politique secondaire³⁵. Privilégiant encore aujourd'hui la socialisation politique primaire³⁶, ou se limitant au militantisme³⁷ et plus rarement à d'autres dimensions³⁸ telles que la pratique religieuse³⁹, le milieu professionnel⁴⁰ ou le couple⁴¹, ce champ d'étude a délaissé la question de la minorisation, en dehors de quelques travaux principalement centrés sur des groupes racisés.

En effet, des recherches états-uniennes mettent en lumière un attachement similaire au système politique chez les enfants blanc·he·s et africain·e·s-américain·e·s mais des attitudes contrastées concernant leur rapport à la police et leur affiliation partisane⁴². D'autres travaux ont étudié la socialisation politique secondaire de personnes racisées à partir de groupes militants⁴³ ou d'événements⁴⁴. Dans l'Hexagone, une poignée d'auteur·es ont interrogé les transmissions politiques au sein de familles immigrées⁴⁵. Des enquêtes montrent par ailleurs des inégalités de classe et de genre dans la socialisation politique infantine, les filles comme

³³ Voir l'introduction du dossier, partie III.

³⁴ Kent M. Jennings, « Political Socialization », dans Russell J. Dalton, Hans-Dieter Klingemann, *The Oxford Handbook of Political Behavior*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 29-44.

³⁵ Alfredo Joignant, « La socialisation politique : stratégies d'analyse, enjeux théoriques et nouveaux agendas de recherche », *Revue française de science politique*, 47 (5), octobre 1997, p. 535-559 ; Virginia Sapiro, « Political Socialization During Adulthood : Clarifying the Political Times of our Lives », *Research in Micropolitics*, 4, 1994, p. 197-223.

³⁶ Wilfried Lignier, Julie Pagis, *L'enfance de l'ordre. Comment les enfants perçoivent le monde social*, Paris, Seuil, 2017.

³⁷ Frédéric Sawicki, Johanna Siméant, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant : note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, 51 (1), 2009, p. 97-125.

³⁸ Roberta S. Sigel, *Political Learning in Adulthood. A Sourcebook of Theory and Research*, Chicago, The University of Chicago Press, 1989.

³⁹ Jean-Marie Donegani, « Itinéraire politique et cheminement religieux », *Revue française de science politique*, 29 (4-5), août-octobre 1979, p. 693-738.

⁴⁰ Ivan Sainsaulieu, Muriel Surdez (dir.), *Sens politiques du travail*, Paris, Armand Colin, 2012.

⁴¹ Martin Baloge, Marie-Ange Grégory, « Le vote à l'épreuve du couple », *Travail, genre et sociétés*, 40 (2), 2018, p. 69-84.

⁴² Anthony M. Orum, Roberta S. Cohen, « The Development of Political Orientations Among Black and White Children », *American Sociological Review*, 38 (1), 1973, p. 62-74.

⁴³ Leslie Burl McLemore, « Black Political Socialization and Political Change : The Black Panther Party Platform as a "Model" of Radical Political Socialization », *Negro Educational Review*, 26 (4), 1975, p. 155-166.

⁴⁴ David O. Sears, John B. McConahay, *The Politics of Violence. The New Urban Blacks and the Watts Riot*, Boston, Houghton Mifflin, 1973.

⁴⁵ Asmaa Jaber, « La socialisation politique infantine dans des familles d'origine immigrée : ethnographie familiale dans un quartier peuplé d'une forte population d'origine étrangère de la banlieue parisienne », *Recherches familiales*, 12 (1), 2015, p. 247-261 ; Sophie Maurer, « Enfances africaines en France : des socialisations plurielles », *Labyrinthe*, 15, 2003, p. 81-96.

les enfants de milieux populaires témoignant d'un rapport plus distant à la politique⁴⁶. Les femmes ont également été étudiées du point de vue de leur conscientisation des rapports de genre⁴⁷, beaucoup d'analyses se centrant sur le cas de femmes féministes⁴⁸. En outre, la socialisation politique de personnes minorisées religieusement a peu été explorée⁴⁹. Encore naissante dans ce champ de recherche, l'étude des groupes minorisés constitue une porte d'entrée heuristique pour appréhender les dynamiques diachroniques et synchroniques des socialisations politiques individuelles : la minorisation étant à l'œuvre tout au long de la vie et dans l'ensemble des espaces sociaux, la socialisation (politique) minoritaire doit *de facto* être envisagée comme continue et reposant sur l'emboîtement des socialisations.

C'est dans cette perspective que s'inscrivent les articles de ce dossier, en s'appuyant sur une conception élargie *du* politique et sur une approche de la socialisation par l'expérience⁵⁰. Deux résultats transversaux méritent d'être mis en exergue. D'une part, ce numéro révèle le poids explicite des expériences de minorisation dans la construction des identifications, des valeurs et dans les comportements politiques. Sur les différents terrains étudiés, c'est en tant qu'elles se sentent stigmatisées, discriminées, déconsidérées, exploitées que la majorité des personnes interrogées prennent position politiquement (posant en creux la question de celles qui n'ont pas de tels ressentis). D'autre part, les articles analysent en quoi l'effet socialisateur de la minorisation n'est pas univoque et dépend de son articulation à d'autres socialisations. Ils examinent ainsi l'emboîtement des socialisations primaires et secondaires, la diversité des agents et contextes socialisateurs pour saisir le rapport à *la* politique et ce qui favorise (ou au contraire inhibe) la conscientisation de la minorisation.

Frédéric Strack montre comment la socialisation juive orthodoxe implique une grande congruence entre socialisation familiale et socialisation scolaire, mais que la socialisation secondaire (notamment universitaire et professionnelle) se caractérise par des contacts beaucoup plus prononcés à « l'hors-groupe » pour les *modern-orthodox* strasbourgeois que pour les *haredim* aixois. Si l'entre-soi de ces derniers·ères favorise l'abstention, les relations avec l'extérieur accentuent la crainte d'agressions antisémites et donc un penchant pour le Rassemblement national (RN) chez les premiers·ères. Sümül Kaya et Julien Talpin décryptent pour leur part l'influence politique de (micro-)agressions islamophobes dans les espaces publics, l'emploi, l'école. Exacerbées par les attentats de 2015, elles s'imbriquent avec le degré de religiosité et la classe pour expliquer la propension des musulman·es à rejeter ou au contraire à revendiquer leur identification française et à se tenir plus ou moins à distance du

⁴⁶ Alice Simon, « How Can we Explain the Gender Gap in Children's Political Knowledge ? », *American Behavioral Scientist*, 61 (2), 2017, p. 222-237.

⁴⁷ Catherine Achin, Delphine Naudier. « Trajectoires de femmes "ordinaires" dans les années 1970 : la fabrique de la puissance d'agir féministe », *Sociologie*, 1 (1), 2010, p. 77-93 ; Lucie Cros, « Des pratiques émancipatrices aux prises avec les normes de genre et de classe : le cas du groupe-femmes de Lip », *Cahiers du genre*, 70 (1), 2021, p. 137-155.

⁴⁸ Collectif Sombrero (dir.), *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et militants des années 68 en France*, Arles, Actes Sud, 2018 ; Dossier « Appropriations ordinaires des idées féministes », *Politix*, 109 (1), 2015.

⁴⁹ Hakim M. Rashid, « Secular Education and the Political Socialization of Muslim Children », *American Journal of Islam and Society*, 9 (3), 1992, p. 387-396.

⁵⁰ Tout en s'inspirant de l'approche dispositionnaliste.

Druez&Durand, « Introduction. Comment penser la socialisation politique des individus minorisés ? », publié dans la RFSP, 2024, 73 (4-5), p. 547-572 : <https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2023-4-page-547?lang=fr&tab=resume>

vote. De même, Mickaël Durand révèle que la stigmatisation vécue par des gays et lesbiennes pendant les débats autour du Mariage pour tous induit une conflictualisation de l'homosexualité et un rejet de la droite plus ou moins prononcés selon leur socialisation politique primaire et leur contexte résidentiel. Élodie Druez étudie, quant à elle, comment l'inclination à gauche et le soutien à l'État-providence de diplômé·e·s d'ascendance subsaharienne sont structurés par la transmission familiale d'une conscience minoritaire et renforcée par des expériences racisantes dans divers contextes de socialisation secondaire (enseignement secondaire et supérieur, emploi). Maeva Durand décrit par ailleurs en quoi la minorisation des femmes de classes populaires rurales s'inscrit dans différents espaces de socialisation – à travers une précarisation professionnelle, la dépendance vis-à-vis de leur famille et des services publics, l'expérience du système scolaire en tant que mère – conduisant alternativement à un vote RN ou La France insoumise selon la socialisation politique familiale. Enfin, Clémentine Comer souligne que l'emboîtement de socialisations familiale, universitaire, syndicale et professionnelle différenciées aboutit à un rapport à la profession et à une conscience de genre plus ou moins conflictualisés chez les agricultrices étudiées.

Ainsi, les articles du numéro attestent de l'importance de ne pas homogénéiser l'effet socialisateur de la minorisation sur le rapport au politique et au contraire de considérer comment il s'articule à des expériences et trajectoires individuelles qui doivent être considérées dans leur globalité et leur pluralité. Finalement, en témoignant du poids persistant des expériences stigmatisantes dans la socialisation politique minoritaire, ce dossier invite à nuancer l'idée d'une normalisation des valeurs de tolérance dans l'Hexagone.

INTRODUCTION. COMMENT PENSER LA SOCIALISATION POLITIQUE DES INDIVIDUS MINORISÉS ?

Élodie Druez, Mickaël Durand⁵¹

En quoi faire l'expérience de la minorisation participe-t-il de la socialisation politique des individus ? Les dynamiques à l'œuvre sont-elles les mêmes selon qu'il s'agisse d'une minorisation de genre, de classe, de sexualité, de race ou de religion ? Cet article se propose de répondre à ces deux questions par une mise en dialogue des études sur ces différents rapports sociaux⁵². Situé dans l'héritage de Colette Guillaumin⁵³, il entend saisir à la fois les invariants et les spécificités de la socialisation politique minoritaire en considérant la diversité des formes de minorisation. Cette réflexion se déploie autour de deux arguments principaux : premièrement, la minorisation induit une socialisation politique commune à toutes les personnes minorisées, au-delà des logiques propres à chacun des rapports de pouvoir ; deuxièmement, l'expérience de la minorisation implique des mécanismes socialisateurs spécifiques, distincts des logiques à l'œuvre pour les majoritaires.

Nous entendons la minorisation comme l'une des deux facettes de la domination, à savoir les processus contribuant à placer et maintenir les membres de certains groupes sociaux dans une situation de dominé·e·s⁵⁴. Cette notion renvoie non pas à l'idée d'une moindre représentation numérique, mais à une dynamique relationnelle⁵⁵, impliquant le fait d'être mis·e dans une position de mineur·e⁵⁶ et de faire l'objet d'un traitement inégalitaire. La domination est en effet définie par C. Guillaumin⁵⁷ comme une relation d'exploitation et de dépendance entre deux groupes antagonistes. Caractérisée par une facette idéelle et une facette matérielle, celle-ci induit un différentiel de ressources (politiques, économiques, juridiques) et de reconnaissance symbolique.

Se demander en quoi la minorisation socialise politiquement requiert d'adopter une acception élargie du politique⁵⁸, c'est-à-dire de penser ensemble le rapport au monde (les valeurs, le regard porté sur l'ordre social, ses groupes d'appartenance et les autres groupes

⁵¹ Nous remercions Florence Haegel, Julie Pagis et les évaluateur·ice·s anonymes pour leurs retours qui ont grandement participé à l'amélioration de cet article.

⁵² Ne pouvant prétendre à l'exhaustivité, cette réflexion se centre davantage sur certains rapports de domination (la minorisation par l'âge n'est notamment pas développée ici). De même, les contraintes de format limitent la possibilité d'une comparaison approfondie entre les différents rapports de domination.

⁵³ Ainsi que de récents travaux présentés dans le prologue de ce numéro.

⁵⁴ Colette Guillaumin, « Sur la notion de minorité », *L'homme et la société*, 77-78, 1985, p. 101-109.

⁵⁵ Louis Wirth, « The Problems of Minority Groups », dans Ralph Linton (dir.), *The Science of Man in the World Crisis*, New York, Columbia University Press, 1945, p. 347-372.

⁵⁶ C. Guillaumin, « Sur la notion de minorité », art. cité.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ En suivant la proposition de Jean Leca, « Le repérage du politique », *Projet*, 71, 1973, p. 11-24.

Druez&Durand, « Introduction. Comment penser la socialisation politique des individus minorisés ? », publié dans la RFSP, 2024, 73 (4-5), p. 547-572 : <https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2023-4-page-547?lang=fr&tab=resume>

sociaux) et à la sphère spécialisée de *la* politique (le rapport au champ partisan, aux professionnel·le·s de la politique, aux politiques publiques, à l'État). Cette approche se démarque d'autres propositions stimulantes qui assimilent *le* politique à la domination⁵⁹ ou remettent en question l'idée d'une possible distinction entre *le* politique et le social⁶⁰. Nous considérons comme relevant *du* politique, non pas l'expérience de la domination en soi, mais les positionnements explicitement adoptés par les acteurs et actrices vis-à-vis de ces rapports sociaux⁶¹, et nous soutenons que l'apprentissage de l'ordre social et de la distinction (des manières d'être, de faire ou de classer) se différencie de l'apprentissage *du* politique (prise de position vis-à-vis de l'ordre social). Autrement dit, le geste distinctif ne dit rien du positionnement vis-à-vis de cette distinction. Notre perspective permet ainsi d'avancer que la minorisation structure le rapport *au* politique en ce qu'elle contribue à façonner des identifications sociales au fondement de « formes de distinctions et d'exclusion entre groupes sociaux⁶² » opérant comme leviers de conflictualisation⁶³. De plus, les personnes minorisées sont susceptibles de développer un rapport spécifique à *la* politique en ce qu'elles souffrent d'un déficit de représentation politique et font l'objet de politiques et de débats publics.

La socialisation désigne « l'ensemble des processus par lesquels l'individu est construit [...] par la société globale et locale dans laquelle il vit, processus au cours desquels l'individu acquiert [...] des façons de faire, de penser et d'être qui sont situées socialement⁶⁴ ». Plus spécifiquement, étudier la socialisation minoritaire implique d'interroger comment les individus sont socialisés à leur minorisation et *par* leur minorisation⁶⁵. En outre, nous adoptons une définition de la socialisation politique qui invite à considérer l'ensemble des expériences sociales façonnant le rapport de l'individu à *la* politique et au monde⁶⁶. Si l'essentiel des travaux mobilisant ce concept se centrent sur la transmission familiale d'une orientation partisane ou

⁵⁹ Yassin Boughaba, Alexandre Dafflon, Camille Masclet, « Introduction. Socialisation (et) politique : intériorisation de l'ordre social et rapport politique au monde », *Sociétés contemporaines*, 112, 2018, p. 5-21.

⁶⁰ Ces auteur·e·s soulignant ainsi que « la socialisation *au* politique [au sens élargi du terme] n'est pas distinguable [...] de la socialisation tout court », Wilfried Lignier, Julie Pagis, *L'enfance de l'ordre. Comment les enfants perçoivent le monde social*, Paris, Seuil, 2017, p. 297.

⁶¹ En ce sens, *le* politique ne peut être saisi qu'à travers les discours : on peut dire d'une action qu'elle est conflictualisée (ou non) seulement en considérant les significations que l'individu lui confère.

⁶² Yves Déloye, Florence Haegel, « La politisation : du mot à l'écheveau conceptuel », *Politix*, 127, 2019, p. 59-83, ici p. 75.

⁶³ Sophie Duchesne, Florence Haegel, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, 54 (6), décembre 2004, p. 877-909.

⁶⁴ Muriel Darmon, *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 6.

⁶⁵ En s'inspirant de Martine Court *et al.*, « Pour une étude des socialisations à et par la sexualité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 249, 2023, p. 4-19 ; et de Joanie Cayouette-Remblière *et al.*, « Socialisations par l'espace, socialisations à l'espace : les dimensions spatiales de la (trans)formation des individus », *Sociétés contemporaines*, 115, 2019, p. 5-31.

⁶⁶ Une perspective ouverte par Annick Percheron. Voir, par exemple, Annick Percheron « Tel père, tel fils ? », *Projet*, 115, 1977, p. 532-546 ; *Id.*, « La transmission des valeurs », dans François de Singly, *La famille. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1991, p. 183-193.

d'un intérêt pour la politique⁶⁷, il s'agit plutôt ici de penser ensemble les identifications⁶⁸ et les sentiments d'appartenance à des groupes, l'intériorisation de normes, de valeurs, de représentations que les groupes et la société véhiculent (sans occulter les potentiels conflits et dissonances qui émergent de la pluralité des appartenances⁶⁹). Cette perspective requiert d'être attentive à la variété des agents socialisateurs au-delà de la famille, à la diversité des environnements et cadres de socialisation, aux événements (conjuncturels ou biographiques) ou grandes transformations sociales qui impactent les trajectoires⁷⁰, tout en adoptant une perspective de socialisation « continue⁷¹ », au fil de la vie. Cependant, une telle conception de la socialisation politique ne fait pas pour autant de toute socialisation une socialisation politique : si tous les agents et instances peuvent être vecteurs de socialisation politique, il existe une socialisation spécifiquement politique dès lors que l'on se place du point de vue des effets de ces agents et instances sur le rapport au monde et à la politique de l'individu. Dit autrement, un agent qui socialise au genre (ou à la religion, à une appartenance de classe, etc.) peut également socialiser *au* et à *la* politique ; et inversement.

Les études sur la socialisation politique se sont peu intéressées aux personnes minorisées, certaines formes de minorisation ayant toutefois fait l'objet de plus d'attention (les enfants africain·e·s-américain·e·s aux États-Unis, les femmes aux États-Unis et en France). Ces travaux sont principalement axés sur la socialisation primaire et la transmission familiale de la politique ou sur la socialisation militante⁷². Si une partie d'entre eux interrogent le rapport de l'individu à sa condition et notamment les dynamiques de conflictualisation, ils ne problématisent pas explicitement la minorisation comme étant au cœur de la socialisation politique.

Cet article avance que c'est la nécessité de se positionner par rapport à sa minorisation – parce qu'on la vit dans sa chair et qu'on en subit les conséquences tout au long de sa vie et dans l'ensemble des sphères sociales – qui rend la socialisation politique minoritaire spécifique. Celle-ci produit un rapport au monde et à la politique singulier, dépendant de processus de conscientisation et de conflictualisation, ou au contraire, de conformation et d'intériorisation de la domination, qui peuvent influencer en retour sur les systèmes de valeurs, les visions du monde, les comportements politiques⁷³. En outre, ces dynamiques s'articulent à d'autres

⁶⁷ Pour une revue de la littérature sur la socialisation politique, voir Florence Haegel, « Political Socialisation : Out of Purgatory? », *European Journal of Sociology*, 61 (3), 2020, p. 333-364 ; Lucie Bargel, Muriel Darmon, « La socialisation politique : moments, instances, processus et définitions du politique », *Politika*, 2017, en ligne : www.politika.io/fr/article/socialisation-politique ; Philo C. Wasburn, Tawnya J. Adkins Covert, *Making Citizens. Political Socialization Research and Beyond*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2017.

⁶⁸ Annick Percheron, « La socialisation politique : défense et illustration », dans Madeleine Grawitz, Jean Leca (dir.), *Traité de science politique*, vol. 3, Paris, PUF, 1985, p. 165-235.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 178-181.

⁷⁰ Marie-Claire Lavabre, Florence Haegel, *Destins ordinaires. Identité singulière et mémoire partagée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

⁷¹ M. Darmon, *La socialisation*, *op. cit.*

⁷² Pour une revue de littérature plus détaillée, voir le prologue du numéro.

⁷³ Les majoritaires peuvent également prendre conscience de leur place sociale et la défendre, ou au contraire défendre les minorisé·e·s, mais elles et ils ne sont pas confronté·e·s à l'expérience de la minorisation.

Druez&Durand, « Introduction. Comment penser la socialisation politique des individus minorisés ? », publié dans la RFSP, 2024, 73 (4-5), p. 547-572 : <https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2023-4-page-547?lang=fr&tab=resume>

dimensions de la trajectoire (la socialisation politique familiale, le contexte politique et territorial, etc.), voire à différents rapports de pouvoir, dans une logique intersectionnelle⁷⁴.

Dans une première partie, l'article identifie ce qui fonde la socialisation minoritaire, en analysant quand et comment la minorisation socialise les individus. Un deuxième moment met en avant le rôle clé du positionnement individuel vis-à-vis de sa condition minorisée – c'est-à-dire de sa plus ou moins forte (dé)conflictualisation – dans le processus de socialisation politique. La dernière partie aborde les effets de la socialisation minoritaire sur le rapport à la politique, et plus spécifiquement sur les valeurs et l'orientation politiques. À chaque étape, cette réflexion fait dialoguer différentes formes de minorisation et leurs effets socialisateurs, tentant de dégager leurs invariants tout comme leurs spécificités.

Comment la minorisation socialise-t-elle l'individu ?

La socialisation minoritaire repose essentiellement sur quatre modalités communes à tous les types de minorisation. Elle opère *via* des stéréotypes produisant des assignations ; et au travers de multiples expériences qui socialisent les individus tant dans l'ordinaire du quotidien que par des chocs émotionnels. Elle est à l'œuvre de façon transversale et continue, imprégnant toutes les sphères sociales – et notamment la sphère politique. Par ces différents mécanismes socialisateurs, la minorisation influe sur les identifications collectives et les subjectivités, elle façonne le rapport au monde, la façon d'appréhender les interactions sociales, d'y réagir et de s'en protéger.

Stéréotypes : une socialisation par l'assignation

Au cœur des recherches en psychologie sociale⁷⁵, les stéréotypes peuvent être définis comme « l'image que les membres d'un groupe se font d'eux-mêmes et des autres⁷⁶ », c'est-à-dire des croyances sur les caractéristiques associées à chaque groupe social. En assignant les individus minorisés à des rôles et à une certaine place dans la société, ces représentations contribuent à légitimer la domination sur un plan cognitif. Si un certain nombre de stéréotypes sont communs à l'ensemble des rapports de domination, d'autres sont spécifiques à chaque groupe minorisé.

Les stéréotypes minorisant reposent sur deux mécanismes clés, en partie imbriqués, qui font écho aux principes de division et de hiérarchisation propres à la domination⁷⁷ : l'altérisation (le renvoi à une différence, un ailleurs, une étrangeté, une anormalité) et l'infériorisation (le renvoi à une infériorité physique, mentale, morale, statutaire). Quel que soit le type de minorisation, les stéréotypes se déclinent selon une série de caractérisations essentialisantes qui

⁷⁴ Kimberle Crenshaw, « Mapping the Margins : Intersectionality, Identity Politics, and Violence Against Women of Color », *Stanford Law Review*, 43 (6), 1991, p. 1241-1299.

⁷⁵ Susan T. Fiske, Daniel T. Gilbert, Gardner Lindzey (dir.), *Handbook of Social Psychology*, Hoboken, Wiley, 2010.

⁷⁶ Ruth Amossy, Anne Herschberg Pierrot, « La notion de stéréotype dans les sciences sociales », dans *Stéréotypes et clichés*, Paris, Armand Colin, 2021, p. 37-64, ici p. 38.

⁷⁷ Christine Delphy, *Classer, dominer. Qui sont les « autres » ?*, Paris, La Fabrique, 2008.

Druez&Durand, « Introduction. Comment penser la socialisation politique des individus minorisés ? », publié dans la RFSP, 2024, 73 (4-5), p. 547-572 : <https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2023-4-page-547?lang=fr&tab=resume>

s'inscrivent plus ou moins directement dans des logiques d'altérisation ou d'infériorisation (ou se retrouvent à l'intersection des deux).

Toutefois, certaines logiques de stéréotypisation s'avèrent plus présentes pour certains groupes minorisés que pour d'autres : par exemple, les stéréotypes s'appuyant sur une biologisation ou une naturalisation (le renvoi à des caractéristiques corporelles, physiologiques, à un état de nature) concernent davantage les personnes racisées et assignées femmes⁷⁸ et les stéréotypes impliquant une criminalisation (le renvoi à des pratiques sanctionnées par la loi ou faisant l'objet d'un contrôle étatique) ciblent aujourd'hui plus les classes populaires ainsi que certains groupes minorisés racialement et religieusement⁷⁹. De même, les individus racisés et musulmans subissent un rejet hors du « Nous » national⁸⁰, un « déni de francité » que décrivent Sümül Kaya et Julien Talpin dans ce dossier, alors que la pathologisation et l'hypersexualisation concernent principalement les minorités sexuelles et de genre⁸¹, les populations racisées et les femmes⁸².

Une partie des stéréotypes s'entrecroisent et s'alimentent mutuellement : l'appartenance religieuse peut produire une assignation raciale⁸³ ; les personnes racisées font l'expérience d'un renvoi aux milieux populaires et aux « banlieues ». En conséquence, elles subissent également une criminalisation (soupçon de déviance, de fraude du système d'aide, de délinquance⁸⁴), l'accusation d'être davantage conservatrices sur les questions sociétales ou sont réduites à l'échec scolaire et à l'assistantat⁸⁵. Par ailleurs, sous l'effet des stéréotypes, des caractéristiques valorisées dans certaines circonstances peuvent devenir ambivalentes, voire être dévalorisées dans d'autres (et inversement) : la masculinité – en partie stigmatisante dans le cas des hommes racisés ou de classes populaires⁸⁶ – peut devenir un possible avantage dans la sphère professionnelle pour les lesbiennes considérées comme possédant des attributs masculins⁸⁷.

⁷⁸ Colette Guillaumin, « Pratique du pouvoir et idée de Nature (1) : l'appropriation des femmes », *Questions féministes*, 2, 1978, p. 5-30.

⁷⁹ Ainsi que les minorités sexuelles et de genre dans de nombreux pays ou avant la « dépénalisation » de l'homosexualité dans d'autres.

⁸⁰ Abdelmalek Sayad, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999.

⁸¹ Line Chamberland, « Présentation. Du fléau social au fait social : l'étude des homosexualités », *Sociologie et sociétés*, 29 (1), 1997, p. 5-20.

⁸² Elsa Dorlin, *La matrice de la race*, Paris, La Découverte, 2009.

⁸³ Juliette Galonnier, « The Racialization of Muslims in France and the United States : Some Insights From White Converts to Islam », *Social Compass*, 62 (4), 2015, p. 570-583.

⁸⁴ Elijah Anderson, *The Cosmopolitan Canopy. Race and Civility in Everyday Life*, New York, W. W. Norton & Company, 2011 ; Nicolas Sallée, « Les pauvres sous contrôle », *Genèses*, 125, 2021, p. 147-153.

⁸⁵ Gérard Mauger, « Bourdieu et les classes populaires : l'ambivalence des cultures dominées », dans Philippe Coulangeon, Julien Duval, *Trente ans après La Distinction, de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, 2013, p. 243-254.

⁸⁶ Philippe Bourgois, *En quête de respect. Le crack à New York*, Paris, Seuil, 2013.

⁸⁷ Laurent Thierry, Ferhat Mihoubi, « Orientation sexuelle et écart de salaire sur le marché du travail français : une identification indirecte », *Économie et Statistique*, 464-465-466, 2013, p. 97-134.

Druez&Durand, « Introduction. Comment penser la socialisation politique des individus minorisés ? », publié dans la RFSP, 2024, 73 (4-5), p. 547-572 : <https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2023-4-page-547?lang=fr&tab=resume>

Quant aux Africaines-Américaines handicapées, le stéréotype de la « *strong black woman* » contrecarre le regard négatif dû au handicap, mais invisibilise leurs difficultés⁸⁸.

En revanche, certains stéréotypes peuvent être spécifiques à un groupe minorisé : par exemple, les femmes sont encore aujourd'hui renvoyées à la sphère privée, cantonnées à l'éducation des enfants⁸⁹, représentations que l'on retrouve dans les articles de Maeva Durand et Clémentine Comer dans ce numéro. Les gays et lesbiennes sont respectivement féminisés et masculinisés⁹⁰, les premiers étant perçus comme « sensibles » tandis que les secondes seraient des féministes « rabat-joie »⁹¹. Les personnes de confession musulmane sont assimilées au terrorisme⁹² et les classes populaires sont soupçonnées de racisme, de populisme et de voter pour l'extrême droite⁹³.

Que ces stéréotypes fassent l'objet d'une remise en question ou d'une intériorisation, ils socialisent l'individu minorisé. Véhiculés par l'ensemble des instances de socialisation, ils façonnent par imprégnation le rapport de l'individu à lui-même, à son groupe et aux autres. Ils lui renvoient une image dépréciée et essentialisée de lui-même pouvant affecter l'estime de soi et/ou produire des stratégies de retournement du stigmaté⁹⁴ ou de distinction (vis-à-vis de la « folle » pour les hommes gays, du « banlieusard » pour les personnes racisées, des « mauvais pauvres » pour les classes populaires, etc.). En outre, la stéréotypisation renforce l'obligation qu'a l'individu minorisé de se positionner vis-à-vis du groupe auquel il est systématiquement associé. Il n'a pas le privilège de se construire subjectivement comme représentant de l'universel, ni de pouvoir se concevoir uniquement dans sa singularité individuelle, en faisant abstraction de son ou ses groupe(s) d'appartenance.

Les multiples manifestations de la minorisation comme expériences socialisatrices

La minorisation socialise d'autant mieux l'individu qu'elle s'exprime de façon quotidienne et insidieuse, mais aussi parfois de manière brutale, au point de marquer un tournant dans la construction de soi. Elle se manifeste principalement de cinq façons⁹⁵ : le sentiment

⁸⁸ Angel Love Miles, « “Strong Black Women” : African American Women with Disabilities, Intersecting Identities, and Inequality », *Gender & Society*, 33 (1), p. 41-63.

⁸⁹ Pascaline Gaborit (dir.), *Les stéréotypes de genre. Identités, rôles sociaux et politiques publiques*, Paris, L'Harmattan, 2009.

⁹⁰ Sur les stéréotypes concernant les gays et lesbiennes, voir Mickaël Durand, *État des lieux de l'hétéronormativité et des préjugés à l'égard des personnes LGBTI en France*, Paris, CNCDDH, 2022.

⁹¹ Sara Ahmed, *Manuel rabat-joie féministe*, trad. de l'anglais par Mabeuko Oberty et Emma Bigé, Paris, La Découverte, 2024.

⁹² Marwan Mohammed, Abdellali Hajjat, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, Paris, La Découverte, 2016.

⁹³ Gérard Mauger, Willy Pelletier (dir.), *Les classes populaires et le FN. Explications de vote*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2017.

⁹⁴ Expression que l'on doit à Louis Gruel, « Conjurer l'exclusion : rhétorique et identité revendiquée dans des habitats socialement désqualifiés », *Revue française de sociologie*, 26 (3), 1985, p. 431-453.

⁹⁵ Plusieurs typologies ont déjà été proposées concernant le racisme : Véronique de Rudder, Christian Poiret, François Vourc'h, *L'inégalité raciste. L'universalité républicaine à l'épreuve*, Paris, PUF, 2000 ; Daniel Sabbagh, « Le “racisme systémique” : un conglomérat problématique », *Mouvements*, hors-série 2, 2022, p. 56-74.

Druez&Durand, « Introduction. Comment penser la socialisation politique des individus minorisés ? », publié dans la RFSP, 2024, 73 (4-5), p. 547-572 : <https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2023-4-page-547?lang=fr&tab=resume>

intime de sa minorisation ; la stigmatisation ordinaire au travers des micro-agressions⁹⁶ ; les violences ; les discriminations ; et les inégalités structurelles (ségrégation urbaine, relations d'exploitation, inégalités de santé, salariales, etc.). Ces différentes facettes de la minorisation ne surviennent pas dans les mêmes espaces, ni dans les mêmes interactions sociales. Elles n'ont pas les mêmes conséquences sur les trajectoires de vie et ne socialisent pas les individus de la même manière. Agissant de façon cumulée, elles ont cependant pour conséquence de fragiliser l'estime de soi, d'exacerber le stress ou d'affecter la santé⁹⁷, et de resserrer le champ des possibles en limitant les opportunités offertes aux individus, ces effets constituant à leur tour des expériences socialisatrices.

Tout d'abord, la simple fréquentation de personnes majoritaires rappelle implicitement à l'individu minorisé sa place sociale, à travers la norme dominante qu'elles incarnent et performant. Le sentiment d'être minorisé·e émerge par de simples observations, sans qu'il y ait besoin de l'intervention directe d'acteurs et actrices extérieur·e·s. Cela peut susciter un sentiment de malaise, documenté notamment dans les travaux sur les transfuges de classe exposé·e·s aux codes des classes dominantes⁹⁸ ou encore dans les études sur les gays et lesbiennes confronté·e·s à l'hétéronormativité⁹⁹. Quelle qu'en soit la forme, la minorisation ne peut être totalement ignorée ou occultée par l'individu qui en fait l'expérience. Cette immersion quasi permanente dans des contextes sociaux où tout rappelle les rapports de pouvoir à l'œuvre joue alors comme une socialisation « d'entretien¹⁰⁰ » contribuant à « fixer¹⁰¹ » en profondeur l'intériorisation de sa minorisation.

Être minorisé·e implique en outre la confrontation à des expériences de stigmatisation, de micro-agressions (verbales ou non) qui se caractérisent par leur dimension « ordinaire », à la fois omniprésente et banalisée¹⁰² : regards surpris, manque de considération, questions indiscrettes, remarques déplacées, etc. De telles interactions participent aux logiques « fixatrices » évoquées ci-dessus, agissant comme autant de piqûres de rappel des rapports de

⁹⁶ Cette notion naît avec le texte de Chester M. Pierce *et al.*, « An Experiment in Racism : TV Commercials », *Education and Urban Society*, 10 (1), 1977, p. 61-87.

⁹⁷ Heather Orom *et al.*, « Racial Discrimination and Stigma Consciousness are Associated with Higher Blood Pressure and Hypertension in Minority Men », *Journal of Racial and Ethnic Health Disparities*, 4 (5), 2017, p. 819-826. Des travaux similaires existent sur les minorités sexuelles avec la notion de « minority stress ».

⁹⁸ Jules Naudet, *Entrer dans l'élite. Parcours de réussite en France, aux États-Unis et en Inde*. Paris, PUF, 2012 ; Paul Pasquali, *Passer les frontières sociales. Comment les « filières d'élite » entrouvrent leurs portes*, Paris, La Découverte-Poche, 2021.

⁹⁹ Natacha Chetcuti-Osorovitz, Gabriel Girard, « L'appropriation d'une sexualité minorisée », *Revue d'Interrogations ?*, 21, 2015, en ligne : www.revue-interrogations.org/L-appropriation-d-une-sexualite.

¹⁰⁰ S'appuyant sur la proposition de Muriel Darmon, Julie Pagis établit une distinction entre « socialisation d'entretien » (de confirmation et de maintien des dispositions) et « socialisation de renforcement » (exacerbation des socialisations antérieures) : Julie Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Événements et socialisation politique*, Paris, Presse de Sciences Po, 2014, p. 88-89.

¹⁰¹ M. Darmon, *La socialisation*, *op. cit.*, p. 115.

¹⁰² Plus ou moins contestés, les rapports de domination s'expriment aujourd'hui de façon plus insidieuse et subtile que par le passé. On parle alors de « sexisme moderne » ou de racisme « symbolique » ou « culturel », etc. Voir Janet K. Swim *et al.*, « Sexism and Racism : Old-fashioned and Modern Prejudices », *Journal of Personality and Social Psychology*, 68 (2), 1995, p. 199-214 ; Michel Wieviorka, *Le racisme, une introduction*, Paris, La Découverte, 1998.

Druez&Durand, « Introduction. Comment penser la socialisation politique des individus minorisés ? », publié dans la RFSP, 2024, 73 (4-5), p. 547-572 : <https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2023-4-page-547?lang=fr&tab=resume>

pouvoir. Ces situations facilitent également le développement d'outils de décryptage et de « gestion » des interactions sociales : différentes recherches analysent ainsi l'incorporation de dispositions à observer et interpréter les regards, gestes, intonations pour y déceler leur caractère potentiellement minorisant¹⁰³. D'autres renseignent l'apprentissage de différentes façons de résister à la stigmatisation, des stratégies plus ou moins frontales de confrontation, de dénonciation, mais aussi de conformation, de contrôle de soi¹⁰⁴, d'esquives ou de *passing*¹⁰⁵ ; autant de savoir-faire et savoir-être susceptibles de déboucher sur l'acquisition de compétences plus générales telles qu'une « maîtrise du jeu social¹⁰⁶ » ou des dispositions à la réussite scolaire ou professionnelle¹⁰⁷ (voir l'article d'Élodie Druez dans ce dossier).

Les rapports de domination peuvent de plus se matérialiser à travers des agressions verbales ou physiques, les femmes, les minorités sexuelles et de genre, les personnes racisées et minorisées religieusement y étant tout particulièrement confrontées (en partie *via* des formes spécifiques : crimes racistes¹⁰⁸, violence de genre¹⁰⁹, etc.). De telles expériences produisent un choc émotionnel¹¹⁰, qui peut prendre le tour d'un événement biographique, capable de susciter une prise de conscience brutale de sa vulnérabilité et de son infériorisation, de renforcer la conscience de sa minorisation, mais aussi de transformer l'individu sous d'autres aspects. Ces agressions (re)structurent le rapport à soi et au monde, insufflant un sentiment aigu d'insécurité et de rejet. S. Kaya et J. Talpin, dans ce numéro, illustrent ainsi la façon dont cette violence constitue un épisode traumatique dans les trajectoires et favorise un repli sur soi.

Tout aussi occasionnelle, mais souvent invisible ou indirecte, l'épreuve de la discrimination est également susceptible de faire événement pour l'individu. Définie comme un traitement défavorable et inégal, ou le fait d'être empêché·e dans l'accès à un bien, un service ou un espace en raison d'une appartenance à un groupe stigmatisé¹¹¹, elle se manifeste dans des contextes spécifiques impliquant une sélection, une évaluation ou l'offre de prestations sociales¹¹². Ces expériences peuvent conduire l'individu à prendre conscience des injustices induites par sa minorisation, celles-ci enrayant ses opportunités de vie. Dans ce dossier,

¹⁰³ Philomena Essed, *Understanding Everyday Racism. An Interdisciplinary Theory*, Newbury Park, Sage, 1991.

¹⁰⁴ Michèle Lamont *et al.*, *Getting Respect. Responding to Stigma and Discrimination in the United States, Brazil, and Israel*, Princeton, Princeton University Press, 2016, p. 92.

¹⁰⁵ Bastien Bosa, Julie Pagis, Benoît Trépiéd, « Le *passing* : un concept pour penser les mobilités sociales », *Genèses*, 114, 2019, p. 5-9.

¹⁰⁶ Michel Pollak, « L'homosexualité masculine, ou le bonheur dans le ghetto ? », *Communications*, 35, 1982, p. 37-55, ici p. 44.

¹⁰⁷ Mickaël Durand, « Homopoliticus. Socialisation et construction du rapport au politique des gays et lesbiennes en France », thèse de doctorat en science politique (Florence Haegel, dir.), Paris, Institut d'études politiques, 2020.

¹⁰⁸ Rachida Brahim, *La race tue deux fois. Une histoire des crimes racistes en France*, Paris, Syllepse, 2021.

¹⁰⁹ Elizabeth Brown *et al.* (dir.), *Violences et rapports de genre. Enquête sur les violences de genre en France*, Paris, Ined Éditions, 2021.

¹¹⁰ Julien Talpin *et al.*, *L'épreuve de la discrimination. Enquête dans les quartiers populaires*, Paris, PUF, 2021.

¹¹¹ Laure Bereni, Vincent-Arnaud Chappe, « La discrimination, de la qualification juridique à l'outil sociologique », *Politix*, 94, 2011, p. 7-34.

¹¹² Par exemple, avec les institutions publiques (administrations, école, université), mais aussi certains secteurs privés (l'emploi et le logement).

Druez&Durand, « Introduction. Comment penser la socialisation politique des individus minorisés ? », publié dans la RFSP, 2024, 73 (4-5), p. 547-572 : <https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2023-4-page-547?lang=fr&tab=resume>

É. Druez montre ainsi en quoi l'expérience de discriminations à l'embauche agit aux yeux des personnes interrogées comme un révélateur des inégalités raciales.

Enfin, les personnes minorisées sont confrontées à des inégalités sociales qui ont des conséquences directes sur leur trajectoire sans être nécessairement le fruit de discriminations ou de stigmatisations vécues personnellement. Ces inégalités se manifestent par exemple à travers des dynamiques de ségrégation qui touchent essentiellement les classes populaires et les personnes minorisées racialement et religieusement, mais aussi *via* des phénomènes d'exploitation et de marginalisation¹¹³ que subissent en premier lieu les minorisé·e·s socio-économiquement fragiles. Ces logiques systémiques structurent profondément les opportunités individuelles tout comme les environnements sociaux dans lesquels les individus évoluent, les conditions et lieux de vie jouant, eux aussi, un rôle socialisateur important. Outre ses multiples modalités d'expression, la minorisation se caractérise par sa dimension transversale et continue.

Une socialisation transversale et continue

Parce que la domination est un phénomène systémique, c'est-à-dire englobant la société dans sa totalité, la socialisation minoritaire opère de façon continue – de l'enfance à l'âge adulte – et dans toutes les sphères de vie : aussi bien dans le cercle familial¹¹⁴, qu'à l'école¹¹⁵, à l'université¹¹⁶, au travail¹¹⁷, dans les espaces publics¹¹⁸, les loisirs¹¹⁹, au guichet¹²⁰, dans le secteur de la santé¹²¹. De ce fait, et parce que les normes dominantes sont souvent les mêmes d'un contexte socialisateur à l'autre, les dynamiques de minorisation à l'œuvre constituent autant d'instances d'entretien, voire de renforcement qui contribuent à assurer la cohérence de la socialisation minoritaire. Les différents articles de ce dossier attestent bien de ce caractère transversal : S. Kaya et J. Talpin analysent par exemple des agressions islamophobes à l'école,

¹¹³ Iris Marion Young, *Justice and the Politics of Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2011.

¹¹⁴ Mireille Eberhard, Aude Rabaud, « Racisme et discrimination : une affaire de famille », *Migrations Société*, 147-148 (3-4), 2013, p. 83-96.

¹¹⁵ Marie Duru-Bellat, Géraldine Farges, Agnès van Zanten, « Les inégalités de carrières dans le système scolaire français », dans *Sociologie de l'école*, Paris, Armand Colin, 2022, p. 39-64.

¹¹⁶ Christelle Hamel *et al.*, « Expérience des discriminations dans l'enseignement supérieur et la recherche en France, Premiers résultats de l'enquête ACADISCRIS », *Éclairages*, octobre 2022.

¹¹⁷ Joan Acker, « Inequality Regimes : Gender, Class, and Race in Organizations », *Gender & Society*, 20 (4), 2006, p. 441-464 ; Emmanuel Beaubatie, Sébastien Chauvin, Sophie Pochic, « LGBTQ au travail : entre discriminations et émancipations », *Travail, genre et sociétés*, 49, 2023, p. 23-26 ; Hanane Karimi, « Des musulmanes entrepreneuses en réseau en France : faire face aux discriminations multiples », *Travail, genre et sociétés*, 44, 2020, p. 107-123.

¹¹⁸ Stéphanie Condon, Marylène Lieber, Florence Maillachon, « Insécurité dans les espaces publics : comprendre les peurs féminines », *Revue française de sociologie*, 46 (2), 2005, p. 265-294 ; Jody L. Herman, « Gendered Restrooms and Minority Stress : The Public Regulation of Gender and its Impact on Transgender People's Lives », *Journal of Public Management & Social Policy*, 19 (1), 2013, p. 65-80.

¹¹⁹ Pauline Clech, « Banlieues populaires et campagnes françaises : les effets socialisateurs des départs en colonie de vacances », *Espaces et sociétés*, 184-185, 2022, p. 131-147.

¹²⁰ Simeng Wang, « La transformation genrée des normes matrimoniales et familiales dans le contexte des migrations internationales : le cas des Chinois·es "conjoint·e·s de Français·es" résidant en région parisienne », *Revue européenne des migrations internationales*, 33 (2-3), 2017, p. 273-300.

¹²¹ Voir, par exemple, Louise Virole, « Renoncement aux soins : au-delà des choix individuels, penser les rapports de domination », *Les Cahiers du développement social urbain*, 76 (2), 2022, p. 19-20.

Druez&Durand, « Introduction. Comment penser la socialisation politique des individus minorisés ? », publié dans la RFSP, 2024, 73 (4-5), p. 547-572 : <https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2023-4-page-547?lang=fr&tab=resume>

avec les collègues, chez le médecin, dans les transports ou les magasins ; Maeva Durand révèle des dynamiques sexistes et classistes à l'œuvre dans la famille, à l'école, dans l'emploi et face aux agents des services sociaux.

Selon le type de minorisation, celle-ci ne se manifeste pas toujours aux mêmes étapes de vie, ni dans les mêmes sphères sociales. Par exemple, les personnes minorisées racialement ou religieusement sont généralement élevées dans un contexte familial protégé de la stigmatisation dans la mesure où ses membres vivent la même minorisation¹²² – ce qui favorise par ailleurs la construction de l'identification minorisée, comme l'analyse É. Druez dans ce numéro. À l'inverse, les homosexuel·le·s, les personnes trans et les femmes ne grandissant pas au sein de leur groupe de pairs, la minorisation peut se produire au cœur du cercle familial¹²³. La socialisation en tant que femme implique l'intériorisation et la naturalisation d'un statut inférieur dès le berceau. Dès lors, comme le montrent C. Comer et Maeva Durand, la fabrication d'une conscience de genre se comprend en partie à l'aune de leurs rôles et socialisation genrés en famille. Les gays et lesbiennes sont, quant à elles et eux, socialisé·e·s dans un cadre hétéronormatif et passent par un processus identitaire complexe souvent marqué par le *coming out*, comme en témoigne l'article de Mickaël Durand.

Par ailleurs, selon que le stigmate est visible ou invisible¹²⁴, certains milieux exposent plus ou moins fortement à la minorisation. Des personnes handicapées, de classes populaires, gays ou lesbiennes, peuvent par exemple dissimuler leur stigmate au travail ou masquer des attributs qui pourraient le révéler dans l'espace public, ce qui apparaît plus délicat pour un individu racisé ou une femme. Il est aussi important de souligner le poids du contexte territorial dans l'exposition à la minorisation et la façon dont les individus y sont socialisés. F. Strack, dans ce numéro, révèle comment la socialisation des juif·ve·s orthodoxes, et notamment le rapport qu'ils et elles entretiennent avec le groupe extérieur, sont structurés par l'environnement urbain dans lequel ils et elles évoluent. Enfin, la sphère politique est un vecteur clé de (re)production de la domination.

Le rôle socialisateur des politiques et discours publics

Être minorisé·e, c'est appartenir à un groupe sur lequel le pouvoir politique (les élu·e·s, les institutions, les agent·e·s de l'État), mais aussi les médias, les associations, les expert·e·s ou la société civile, (re)produisent des discours publics, ceux-ci contribuant à renforcer, voire à fabriquer, les logiques de catégorisation et de stigmatisation à l'œuvre. Ils jouent un rôle central dans la socialisation minoritaire en véhiculant des représentations sur les personnes minorisées, en façonnant leurs identifications collectives, ainsi qu'en favorisant la désignation d'adversaires. La production de ces discours dépend fortement du contexte national et varie au

¹²² Hormis les rares cas d'adoption ou de conversion religieuse.

¹²³ Mickaël Durand, « Les médias comme agent de socialisation paradoxal des jeunes gays et lesbiennes en France », dans Hélène Buisson-Fenet, Aude Kerivel (dir.), *Des jeunes à la marge ? Transgressions des sexes et conformité de genre dans les groupes juvéniles*, Rennes, Presse universitaire de Rennes, 2019, p. 77-93. Cela peut aussi être le cas pour des personnes racisées nées d'unions mixtes : voir Solène Brun, *Derrière le mythe métis. Enquête sur les couples mixtes et leurs descendants en France*, Paris, La Découverte, 2024.

¹²⁴ Ce que suggère Erving Goffman lorsqu'il établit la distinction entre le fait d'être « discrédité » ou « discréditable ». Voir E. Goffman, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975.

Druez&Durand, « Introduction. Comment penser la socialisation politique des individus minorisés ? », publié dans la RFSP, 2024, 73 (4-5), p. 547-572 : <https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2023-4-page-547?lang=fr&tab=resume>

gré des événements et conjonctures (tels l'épidémie du sida, les révoltes des banlieues, l'assassinat d'Adama Traoré, les attentats, le contexte post-7 octobre 2023, etc.). Mickaël Durand, dans ce dossier, montre à ce titre que les débats sur le Mariage pour tous ont contribué à la politisation de jeunes homosexuel·le·s, tant cet événement a suscité des expériences blessantes.

Être minorisé·e implique également d'être l'objet de politiques publiques ciblées¹²⁵, qu'elles visent à contrôler ou réprimer (« pénalisation » des pratiques homosexuelles par le passé, luttes contre la « radicalisation » ou contre l'immigration « irrégulière », etc.) ; à promouvoir l'égalité des droits ou à lutter contre les discriminations¹²⁶ (Mariage pour tous, loi sur la parité, etc.) ; ou encore à prendre en charge les difficultés spécifiques de certaines populations minorisées. Enfin, selon les formes de minorisation vécues, les individus ne sont pas exposés à l'influence normative et matérielle des mêmes institutions et subissent leurs contraintes selon des modalités et degrés divers. L'institution médicale a notamment joué un rôle central dans la construction des normes hétérosexuelles et de genre ; elle exerce encore une influence structurante pour les femmes¹²⁷, les personnes handicapées¹²⁸ ou trans¹²⁹, dont la vie est à la merci des injonctions contradictoires de ce corps professionnel. Les classes populaires et les personnes handicapées sont par ailleurs particulièrement dépendantes des services d'aides sociales qui participent à leur stigmatisation – comme le rappelle Maeva Durand. Les personnes racisées sont, quant à elles, surexposées au risque de contrôle et de violence par la police¹³⁰, des discriminations qui sont fortement structurées par le genre¹³¹. Ainsi, quel que soit le groupe considéré, l'individu minorisé est dans la nécessité de prendre en charge sa minorisation et d'y réagir (en se conformant, dénonçant, esquivant, etc.) dans la mesure où elle organise l'ensemble de son existence. Ces expériences peuvent susciter ou non une prise de conscience et une conflictualisation de sa place sociale, une modalité cruciale de la socialisation politique par la minorisation qu'interroge la deuxième partie de cet article.

Se positionner face à sa minorisation : saisir la socialisation minoritaire dans sa dimension politique

¹²⁵ Pour les minorités sexuelles et de genre, voir le dossier de Lus Prauthois et Émilie Biland, « Minorités sexuelles et de genre dans les services publics », *Gouvernement et action publique*, 11 (1), 2022.

¹²⁶ Sarah Mazouz, *La République et ses autres. Politiques de l'altérité dans la France des années 2000*, Lyon, ENS Éditions, 2017.

¹²⁷ Lucile Quéré, *Un corps à nous. Luttes féministes pour la réappropriation du corps*, Paris, Presses de Sciences Po, 2023.

¹²⁸ Anne Revillard, *Des droits vulnérables. Handicap, action publique et changement social*. Paris, Presses de Sciences Po, 2020.

¹²⁹ Emmanuel Beaubatie, *Transfuges de sexe. Passer les frontières du genre*, Paris, La Découverte, 2021.

¹³⁰ Fabien Jobard *et al.*, « Mesurer les discriminations selon l'apparence : une analyse des contrôles d'identité à Paris », *Population*, 67 (3), 2012, p. 423-451.

¹³¹ Par exemple, les femmes trans racisées peuvent subir des violences policières spécifiques : voir Jordan Blair Woods *et al.*, « Latina Transgender Women's Interactions With Law Enforcement in Los Angeles County », *Policing : A Journal of Policy and Practice*, 7 (4), 2013, p. 379-391.

C'est lorsque l'on considère la façon dont les individus se positionnent vis-à-vis de leur condition minorisée (s'ils la conscientisent et la conflictualisent ou non) que la socialisation minoritaire revêt une dimension politique. En effet, ces positionnements, eux-mêmes produits des socialisations antérieures, façonnent leurs rapports au monde et à leur(s) groupe(s) d'appartenance. Cette partie décrypte ainsi les notions de (non-)conscientisation et de (dé)conflictualisation¹³², met au jour cinq postures idéales-typiques vis-à-vis de la minorisation, et analyse *in fine* les vecteurs qui conduisent – ou non – à la conscientiser et/ou la conflictualiser.

Conscientisation et conflictualisation : au cœur de la socialisation politique minoritaire

Se positionner face à sa minorisation revient à plus ou moins conscientiser et conflictualiser les rapports de domination. Ces deux termes, quoiqu'imbriqués dans la réalité, ne désignent pas les mêmes processus et ne proviennent pas des mêmes corpus de travaux. Articulant ces différentes traditions de pensée, nous considérons que la conscientisation renvoie à une certaine compréhension du monde et que la conflictualisation implique une prise de position dans un clivage donné.

Le concept de conscientisation trouve son origine dans la pensée de Paulo Freire et désigne la conscience par les opprimé·e·s de leur condition sociale dominée et leur volonté de s'en libérer grâce à une connaissance critique des rapports de pouvoir¹³³. Cette notion s'avère *de facto* proche de celle de conscience de groupe¹³⁴ (et de ses différentes déclinaisons : conscience dédoublée¹³⁵, conscience « oppositionnelle¹³⁶ », conscience de classe¹³⁷ ou de genre¹³⁸). En effet, la conscientisation implique de se savoir appartenir et de s'identifier à un groupe minorisé et peut donc se définir comme la fabrication d'une conscience de groupe. Elle repose sur une montée en généralité¹³⁹ qui consiste à « considérer les faits et les choses autrement que comme des incidents¹⁴⁰ ». Au regard de ces différents travaux, on peut définir la

¹³² Le préfixe « dé » est ici utilisé pour désigner l'inhibition d'un processus de conflictualisation possible.

¹³³ Paulo Freire, « Conscientisation », *CrossCurrents*, 24 (1), 1974, p. 23-31.

¹³⁴ Arthur H. Miller *et al.*, « Group Consciousness and Political Participation », *American Journal of Political Science*, 25 (3), 1981, p. 494-511.

¹³⁵ William E. B. Du Bois parle d'une « conscience dédoublée » des Africain·e·s-Américain·e·s en raison de leur expérience en tant que Noir·e·s et Américain·e·s. Celle-ci constitue la source d'une certaine lucidité sur les rapports de race : voir W. E. B. Du Bois, *Les âmes du peuple noir*, Paris, La Découverte, 2007 [1903].

¹³⁶ Jane Mansbridge, Aldon Morris, *Oppositional Consciousness. The Subjective Roots of Social Protest*, Chicago, University of Chicago Press, 2001.

¹³⁷ Qui désigne la façon dont une classe sociale prend conscience de la dimension collective de ses intérêts. Karl Marx, Friedrich Engels, *L'idéologie allemande*, Paris, Les Éditions sociales, 1970 [1932].

¹³⁸ Patricia Gurin, « Women's Gender Consciousness », *Public Opinion Quarterly*, 49 (2), 1985, p. 143-163 ; Eleni Varikas, « Subjectivité et identité de genre : l'univers de l'éducation féminine dans la Grèce du XIX^e siècle », *Genèses*, 6, 1991, p. 29-51.

¹³⁹ Luc Boltanski, *L'amour et la justice comme compétences. Trois essais de sociologie de l'action*, Paris, Métailié, 1990.

¹⁴⁰ Sophie Duchesne, Florence Haegel, « Entretiens dans la cité, ou comment la parole se politise », *Espaces Temps*, 76-77, 2001, p. 95-109, ici p. 100. Si ces auteures considèrent ce mécanisme comme relevant de la conflictualisation, cela tient plutôt, selon nous, de la conscientisation.

conscientisation à partir de trois dimensions : 1. une connaissance critique du monde ainsi qu'une compréhension de ses inégalités systémiques et de ses normes hiérarchisantes, qui découlent parfois d'une prise de conscience soudaine, d'un « déclic » ; 2. une conscience (plus ou moins claire) de sa condition minorisée et de ses intérêts en tant que membre d'un groupe dominé ; 3. une insatisfaction ou un sentiment d'injustice, qui peut demeurer latent ou s'exprimer avec plus ou moins de force.

La conflictualisation, telle que définie par Sophie Duchesne, Florence Haegel et leurs coauteur·e·s¹⁴¹, dans la continuité de Jean Leca¹⁴² et William A. Gamson¹⁴³, renvoie au fait de prendre position dans un clivage social donné, et donc de s'inscrire dans un « nous » en conflit avec d'autres groupes ou certaines normes sociales, au nom d'un principe de justice. Ce « rapport mobilisé à sa condition¹⁴⁴ » peut se manifester de façon plus ou moins forte, tant dans « une propension à l'indignation ou tout au moins un rapport critique au monde¹⁴⁵ » que dans la dénonciation véhémente de l'injustice ou un engagement militant. La conflictualisation se distingue de la conscientisation en ce qu'elle ne concerne pas seulement la remise en question de la domination, mais aussi des prises de position conservatrices ou dominantes impliquant la défense d'un *statu quo* ou de privilèges. De plus, alors que la conscientisation décrit un processus cognitif, la transformation de la subjectivité et du rapport de l'individu au monde, la conflictualisation renvoie au fait de (et d'apprendre à) se placer dans un antagonisme qui peut se traduire en pensée, en discours ou en actes¹⁴⁶. Si la conflictualisation se limite chez certain·e·s à des prises de position circonstancielles et plus ou moins fréquentes¹⁴⁷, elle peut relever chez d'autres d'une posture systématique, d'une disposition à la conflictualité quasi constante.

Ainsi, les processus de conscientisation et de conflictualisation vont en partie de pair et s'entraînent mutuellement : conscientiser peut conduire à conflictualiser la domination, en même temps que la conflictualisation des rapports de domination repose sur une conscientisation de ceux-ci. L'articulation entre conscientisation et conflictualisation tend à être incrémentale et séquentielle (voir schéma 1) : si l'identification à un groupe constitue le point de départ du processus (se reconnaître dans une catégorie), il peut mener à la conscientisation, laquelle peut ouvrir la voie à la conflictualisation de sa condition minoritaire, selon les

¹⁴¹ Sophie Duchesne *et al.*, « Politisation et conflictualisation : de la compétence à l'implication », dans Pascal Perrineau (dir.), *Le désenchantement démocratique*, La Tour-d'Aigues, L'Aube, 2003, p. 107-129.

¹⁴² J. Leca, « Le repérage du politique », art. cité.

¹⁴³ William A. Gamson, *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

¹⁴⁴ Yasmine Siblot, « Entretenir un rapport mobilisé à sa condition sociale en milieu populaire : engagement syndical et sociabilité parmi des ouvrières de blanchisserie », *Sociétés contemporaines*, 109, 2018, p. 65-92.

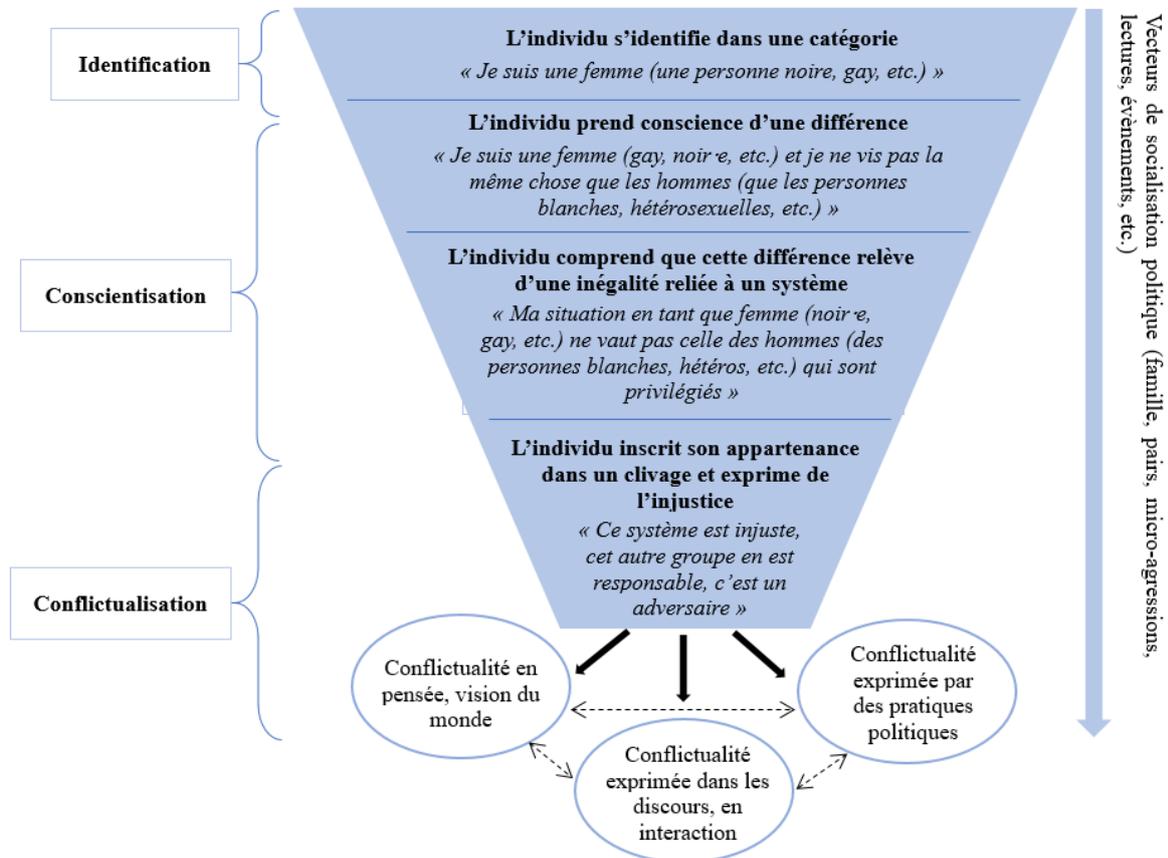
¹⁴⁵ Lilian Mathieu, *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2011, p. 187.

¹⁴⁶ On ne peut pas dire qu'un acte en soi est conflictualisé, c'est la justification de cet acte qui permet de discerner s'il l'est ou non.

¹⁴⁷ Et peut donc être pensée selon une perspective interactionniste. Voir Camille Hamidi, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation : engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, 56 (1), février 2006, p. 5-25.

processus de socialisation politique à l'œuvre (rôle des pairs, des médias, des micro-agressions, etc.).

Schéma 1. Le processus de conflictualisation minoritaire



L'absence de conscientisation ou de conflictualisation est tout aussi constitutive du rapport individuel au politique. La non-conscientisation peut être définie comme une intériorisation de la domination, c'est-à-dire le fait de ne pas appréhender le caractère systémique des rapports de pouvoir et de ne pas se savoir ou se sentir appartenir à un groupe stigmatisé. Elle consiste à interpréter le monde à partir d'une opération de singularisation, c'est-à-dire le fait de ramener une expérience à une cause individuelle¹⁴⁸, de la percevoir comme isolée et ponctuelle. Cette posture peut conduire à une absence de conflictualisation, c'est-à-dire à ne pas dénoncer les inégalités, à valider les normes dominantes et ne pas chercher à prendre position dans un conflit (par exemple en cadrant explicitement une situation comme n'étant pas politique ou en considérant qu'on ne peut pas l'améliorer). Elle est de plus susceptible d'induire des logiques de distinction vis-à-vis d'autres membres du groupe. Si la présentation de ces concepts pourrait donner l'impression que la dynamique à l'œuvre est dichotomique, le rapport à sa condition minorisée peut s'avérer plus ou moins conflictualisé ou

¹⁴⁸ Nina Eliasoph, *Avoiding Politics. How Americans Produce Apathy in Everyday Life*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

Druez&Durand, « Introduction. Comment penser la socialisation politique des individus minorisés ? », publié dans la RFSP, 2024, 73 (4-5), p. 547-572 : <https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2023-4-page-547?lang=fr&tab=resume>

conscientisé et les postures adoptées vis-à-vis de la minorisation sont *in fine* plurielles, comme l'analyse la sous-partie suivante.

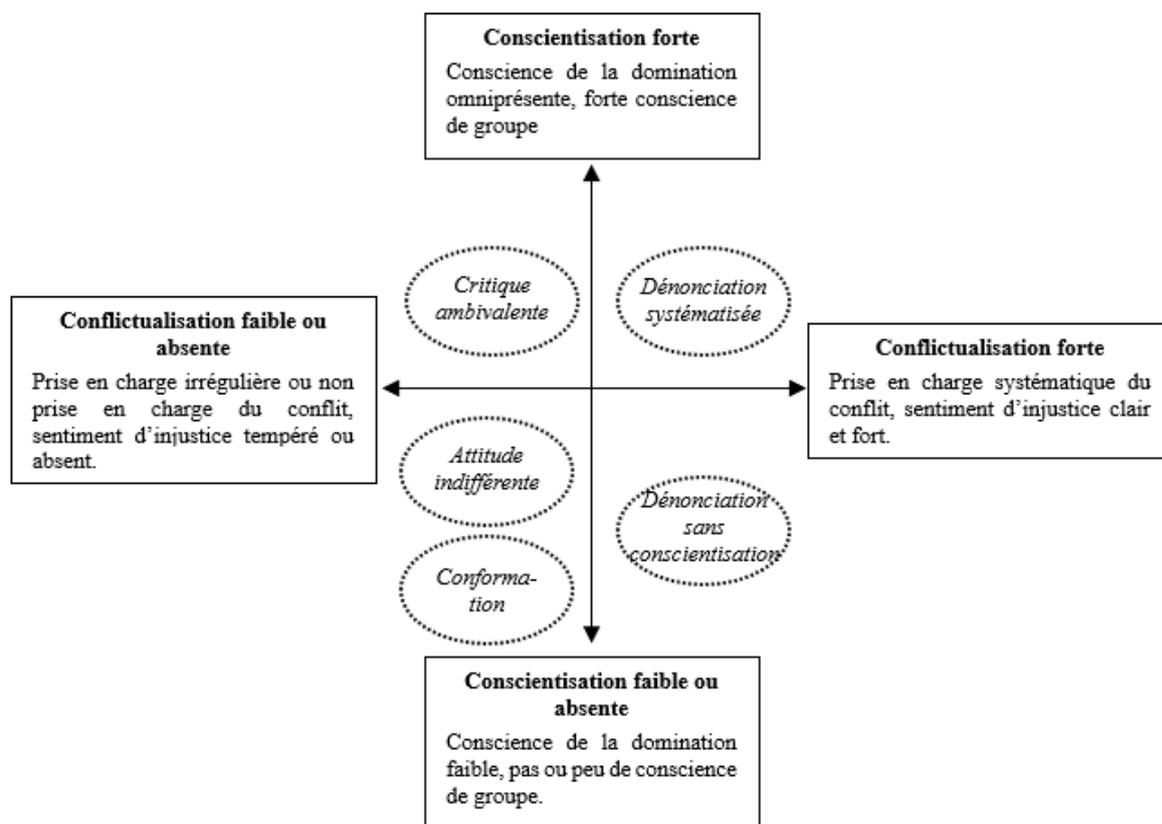
Cinq postures face à la minorisation

Différents travaux ont cherché à mettre en lumière la diversité des rapports à la domination¹⁴⁹ ou à souligner leur inscription dans un continuum¹⁵⁰. Croiser les logiques de conscientisation et de conflictualisation permet de saisir ces différents rapports à la minorisation en distinguant cinq postures (voir schéma 2 ci-dessous). En effet, les individus minorisés peuvent plus ou moins conscientiser et conflictualiser leur condition minorisée : la conscience de la domination n'imprègne pas leur rapport à soi et au monde selon le même degré ; et les individus ne dénoncent pas les injustices avec la même véhémence, ni à la même fréquence. Interroger la force de ces deux processus implique, *a contrario*, de questionner le degré d'intériorisation de la domination et de conformation à celle-ci.

¹⁴⁹ Y. Boughaba, A. Dafflon, C. Masclet, « Introduction. Socialisation (et) politique... », art. cité. Cette approche conduit néanmoins à une possible infinité des rapports à la domination et renvoie, selon nous, toujours à une approche en termes de (dé)conflictualisation.

¹⁵⁰ Entre des pôles « stigmaphobe » (qui met à distance le stigmaté) et « stigmaphile » (qui revendique l'appartenance minorisée). Voir Sébastien Chauvin, « Pour une critique bienveillante de la notion de "minorité" : le cas des minorités sexuelles », *Contretemps*, 7, 2003, p. 26-38.

Schéma 2¹⁵¹. Les rapports à la minorisation en cinq postures



Ces cinq postures, qu'il convient de voir comme des idéaux-types, sans frontières strictes, peuvent parfois se retrouver chez une même personne, selon l'expérience relatée ou l'évolution individuelle.

La dénonciation systématisée

Cette posture mêlant une forte conscientisation et une forte conflictualisation se caractérise par la mobilisation systématique d'une grille de lecture en termes de rapports de domination structurels qui imprègne profondément le rapport au monde de l'individu. Elle prend sa source dans des connaissances théoriques (acquises *via* des lectures, des études en sciences sociales, l'exposition à des discours militants, etc.) et concerne le plus souvent des militant·e·s ou des personnes très impliquées politiquement. Ce positionnement s'exprime par une colère indignée, une profonde remise en question de l'ordre social, une division systématique et tranchée entre « eux » et « nous », et par des stratégies de résistances actives impliquant de la confrontation. Il se retrouve notamment dans le cas des agricultrices « féministes sophistiquées » de l'article de C. Comer, pour qui le renversement des hiérarchies de genre est constitutif de leur rapport au monde, ainsi que chez certaines femmes de milieux

¹⁵¹ Ce schéma s'inspire en partie de M. Durand, « Homopoliticus... », cité, chapitre 4, mais résulte d'une réflexion commune des deux auteur·e·s de l'article.

populaires interrogées par Maeva Durand qui expriment une forte indignation et une claire conscience de groupe face aux inégalités qu'elles subissent.

La critique ambivalente

Cette posture repose sur une conscientisation plutôt forte, mais une conflictualisation modérée. Elle implique un rapport critique à sa minorisation et la possession de certaines connaissances sur le caractère structurel des rapports de domination, mais une attitude de dénonciation moins systématique et/ou moins affirmée. Elle se retrouve davantage chez des profils qui s'intéressent aux questions politiques sans être engagés pour autant et qui accordent une place importante à la minorisation dans leurs rapports au monde sans qu'elle en constitue toutefois le centre. Cette position s'exprime par des stratégies de résistance moins marquées par la confrontation, mais qui visent néanmoins à répondre à la stigmatisation. Par exemple, É. Druetz, dans ce numéro, se penche sur le cas d'enquêté·e·s qui conflictualisent des expériences de racisme « choc », tout en banalisant d'autres vécus racisants.

L'attitude indifférente

Cette posture déconflictualisante prend la forme d'une minimisation ou d'une singularisation de la minorisation qui est alors considérée comme n'étant « pas grave », comme une fatalité ou une malchance ponctuelle avec laquelle il faut composer individuellement. Elle s'exprime par des sentiments d'injustice diffus et une opposition entre « eux » et « nous » brouillée, voire absente. La minorisation et les rapports de pouvoir occupent une place minime dans le rapport au monde de l'individu. Elle se retrouve davantage chez des profils qui s'intéressent peu aux questions politiques et va de pair avec des stratégies d'adaptation, de minimisation et d'évitement visant à se protéger du stigmaté¹⁵². Cette attitude se retrouve notamment chez les juif·ve·s orthodoxes interrogé·e·s par F. Strack qui banalisent l'antisémitisme comme s'il s'agissait d'un mal inévitable, inhérent à la condition juive.

La conformation

Cette posture déconflictualisante implique une adaptation aux normes dominantes, une acceptation, voire une validation, de l'ordre établi, qui peut aller jusqu'à la défense d'opinions conservatrices. Cette position va de pair avec un rapport au monde où le groupe minorisé est mis à distance ainsi qu'une tendance à s'inclure dans le groupe majoritaire. La conformation se manifeste également par un travail de distinction vis-à-vis de son groupe minorisé, mais aussi un fort investissement dans des stratégies de respectabilité¹⁵³, de contrôle de soi, voire de dissimulation du stigmaté¹⁵⁴. Dans ce numéro, certains enquêtés conservateurs étudiés par Mickaël Durand adhèrent à des normes hétérosexistes, ce qui les conduit à s'opposer au Mariage pour tous et à occulter les changements sociaux induits par l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir.

¹⁵² Ces stratégies pouvant par ailleurs être mobilisées dans une logique de résistance pragmatique et ordinaire à la minorisation, quelle que soit la posture de conscientisation/conflictualisation dans laquelle s'inscrit l'individu.

¹⁵³ Beverley Skeggs, *Des femmes respectables. Classe et genre en milieu populaire*, Marseille, Agone, 2015.

¹⁵⁴ La remarque en note 102 vaut également ici.

La dénonciation sans conscientisation

Une dernière posture, moins évidente, renvoie au fait que certains individus peuvent dénoncer certaines situations comme injustes, sur un mode intuitif et individualisé, sans avoir une conscience de groupe clairement définie ni une compréhension des rapports de domination en tant que phénomène systémique¹⁵⁵ (notamment parce qu'ils ne possèdent pas de connaissances sur ces questions¹⁵⁶). C'est le cas de certaines agricultrices « conformistes » étudiées par C. Comer qui peuvent vivre comme injustes certaines inégalités de genre sans pour autant développer ou exprimer une conscience de genre, ne pouvant totalement remettre en question un ordre social familial dont elles sont étroitement dépendantes. Cette posture de dénonciation intuitive constitue par ailleurs le point de départ de la politisation des agricultrices « insubordonnées » avant qu'elles ne s'approprient une grille de lecture féministe du monde grâce aux collectifs non mixtes. Les différents articles de ce numéro illustrent chacune de ces postures, mais aussi les conditions sociales de leur fabrication, ce qui fait l'objet de la sous-partie suivante.

Mécanismes, agents et contextes de socialisation politique

Cette sous-partie propose un tour d'horizon des mécanismes, agents et contextes qui socialisent politiquement *par* et *à* la minorisation – c'est-à-dire qui favorisent ou inhibent la conscientisation et la conflictualisation. C'est en premier lieu dans l'expérience personnelle – à travers l'accumulation de vécus minorisants (voir partie I) – que se construit le rapport à sa minorisation et se logent les ressorts de la prise de conscience. Plus largement, ces processus dépendent des caractéristiques sociales des individus, de leurs socialisations (politiques) antérieures et varient selon le groupe minorisé (en fonction de son poids numérique, de sa reconnaissance politique, de la plus ou moins grande visibilité du stigmaté, etc.).

Les pairs et la famille

Le rôle du groupe de pairs – qui opère dans différents contextes selon le groupe minorisé – apparaît fondamental dans la conscientisation de la minorisation : parce que l'entre-soi permet de parler du stigmaté subi et d'apprendre de celles et ceux qui partagent le même vécu¹⁵⁷, il favorise la « désingularisation » de sa condition¹⁵⁸. Différents travaux soulignent le rôle des discussions quotidiennes entre pairs dans la formation d'une conscience noire¹⁵⁹, de

¹⁵⁵ Voir, par exemple, Mickaël Durand, « La mobilisation de la conscience de genre dans le rapport à la politique des femmes lesbiennes en France », dans Christine Guionnet, Bleuenn Lechaux (dir.), *Rapports au genre en politique*, Bruxelles, Peter Lang, 2020, p. 45-75.

¹⁵⁶ P. Essed, *Understanding Everyday Racism...*, *op. cit.*

¹⁵⁷ E. Goffman, *Stigmaté...*, *op. cit.*

¹⁵⁸ L. Boltanski, *L'amour et la justice comme compétences...*, *op. cit.*

¹⁵⁹ Melissa Harris-Lacewell, *Barbershops, Bibles, and BET. Everyday Talk and Black Political Thought*, Princeton, Princeton University Press, 2004.

genre¹⁶⁰ ou de sa condition handicapée¹⁶¹. Fréquenter les mêmes espaces ou vivre dans les mêmes quartiers favorise cet entre-soi et donc la conscientisation, comme en témoignent les études sur les quartiers gays¹⁶², africains-américains ou d'immigré·e·s¹⁶³, sur l'entre-soi ouvrier à l'usine¹⁶⁴ ou sur les espaces ruraux¹⁶⁵. Benoît Coquard¹⁶⁶ montre à ce titre l'importance des liens d'amitié dans la conscientisation de jeunes hommes de milieux populaires ruraux¹⁶⁷. Mais tout entre-soi ne produit pas automatiquement de la conscientisation, comme le révèlent bien les cas des agricultrices analysées par C. Comer et des juif·ve·s orthodoxes étudié·e·s par F. Strack.

Quant à la famille, elle est à même de constituer un soutien émotionnel face à la minorisation et de prodiguer des conseils sur la façon d'y réagir lorsque le stigmatisme se transmet de parents à enfants comme chez les femmes (avec leurs filles)¹⁶⁸, les personnes racisées¹⁶⁹, minorisées religieusement ou de classes populaires. Même lorsque l'entre-soi n'est pas permis par la famille, certaines transmissions peuvent être à l'œuvre : une socialisation familiale critique vis-à-vis des rapports de domination (par exemple de race et de classe) peut notamment instiguer une conscience de genre chez des femmes lesbiennes¹⁷⁰.

Conjonctures politiques et politiques publiques

Les événements, relayés par les médias, et les discours politiques, favorisent la conscientisation en ce qu'ils reposent *de facto* sur une montée en généralité. S. Kaya et J. Talpin montrent à ce titre que les débats politiques post-attentat jouent dans la conflictualisation des musulman·e·s. En outre, être la cible de politiques publiques expose au sentiment d'être jugé·e

¹⁶⁰ Catherine Achin, Delphine Naudier, « La libération par Tupperware ? Diffusion des idées et pratiques féministes dans de nouveaux espaces de sociabilité féminine », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés*, 29, 2009, p. 131-140 ; Marion Charpenel, « Les groupes de parole ou la triple concrétisation de l'utopie féministe », *Éducation et sociétés*, 37 (1), 2016, p. 15-31.

¹⁶¹ Sharon Groch, « Free Spaces : Creating Oppositional Consciousness in the Disability Rights Movement », dans Jane Mansbridge, Aldon Morris (dir.), *Oppositional Consciousness. The Subjective Roots of Social Protest*, Chicago, University of Chicago Press, 2001, p. 65-98.

¹⁶² Colin Giraud, *Quartiers gays*, Paris, PUF, 2014.

¹⁶³ William Foote Whyte, *Street Corner Society. La structure sociale d'un quartier italo-américain*, Paris, La Découverte, 2002.

¹⁶⁴ Guy Michelat, Michel Simon, « Catholiques déclarés et irréguliers communistes : vision du monde et perception du champ politique », *Archives de sciences sociales des religions*, 35, 1973, p. 57-111, ici p. 91-98.

¹⁶⁵ Katherine Cramer Walsh, « Putting Inequality in Its Place : Rural Consciousness and the Power of Perspective », *American Political Science Review*, 106 (3), 2012, p. 517-532.

¹⁶⁶ Benoît Coquard, « "Déjà nous" : un sentiment d'appartenance sélectif en milieu populaire », *Politix*, 122, 2018, p. 57-78.

¹⁶⁷ Quoique certains fassent le constat de l'érosion du lien social au fondement de la politisation des classes populaires. Voir Bernard Pudal, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2009, p. 187-210.

¹⁶⁸ Camille Masclet, « Le féminisme en héritage ? Enfants de militantes de la deuxième vague », *Politix*, 109, 2015, p. 45-68.

¹⁶⁹ Dawn Marie Dow, *Mothering While Black. Boundaries and Burdens of Middle-Class Parenthood*, Oakland, University of California Press, 2019.

¹⁷⁰ M. Durand, « La mobilisation de la conscience de genre... », art. cité.

et contrôlé·e dans ses choix de vie et suscite des attentes contenant un « potentiel mobilisateur¹⁷¹ ». Vivre des inégalités de traitement de la part des institutions peut de plus donner l'impression d'être déconsidéré·e, voire nié·e dans ses droits ; autant de vécus susceptibles d'encourager des logiques de conscientisation et de conflictualisation, comme l'illustre Maeva Durand dans ce numéro.

Mobilisations minoritaires

Selon leur temporalité, leur ampleur, leurs revendications et leur légitimité politique, les mouvements de défense des minorisé·e·s n'exercent pas les mêmes influences sur les identifications et la conscientisation des individus qu'ils entendent représenter : si le mouvement ouvrier est ancien, on peut s'interroger aujourd'hui sur sa capacité à conscientiser les classes populaires¹⁷² (une question qui se pose également pour un mouvement comme les Gilets jaunes¹⁷³). Quant au mouvement féministe¹⁷⁴, il connaît un véritable renouveau, notamment à la suite de sa « troisième vague » et au mouvement #MeToo¹⁷⁵. Les mobilisations LGBT sont d'abord structurées autour des mouvements « homophiles » puis de « libération » des années 1970-1980, par la lutte contre le sida ensuite, et connaissent aujourd'hui une certaine normalisation comparée aux luttes de minorités musulmanes ou racisées, qui émergent timidement autour des années 1980 et restent largement délégitimées dans l'espace public hexagonal¹⁷⁶. D'autre part, la question des mobilisations pose celle de l'engagement, des mécanismes qui y mènent et permettent son maintien¹⁷⁷, et plus largement de ses effets socialisateurs sur les personnes engagées (et leurs enfants). Ainsi, la conscience de groupe peut à la fois être le vecteur et le produit de la socialisation militante. Dans certains cas, l'engagement militant sur des questions qui ne sont pas directement liées aux intérêts de son groupe suscite par ricochet des prises de conscience sur sa minorisation par analogie – en établissant un lien entre son oppression et une autre – ou par la confrontation à la domination au sein du

¹⁷¹ Anne Révillard, « La réception des politiques du handicap : une approche par entretiens biographiques », *Revue française de sociologie*, 58 (1), 2017, p. 71-95, ici p. 86.

¹⁷² Étienne Penissat, *Classe*, Paris, Anamosa, 2023.

¹⁷³ Ludvine Bantigny, Samuel Hayat, « Les Gilets jaunes, une histoire de classe ? », entretien, *Mouvements*, 100, 2019, p. 12-23.

¹⁷⁴ Voir le numéro : Laure Béréni, Anne Révillard, « Les femmes contestent : genre, féminismes et mobilisations collectives », *Sociétés contemporaines*, 85, 2012, p. 5-15.

¹⁷⁵ Viviane Albenga, Johanna Dagorn, « Après #MeToo : réappropriation de la sororité et résistances pratiques d'étudiantes françaises », *Mouvements*, 99, 2019, p. 75-84.

¹⁷⁶ J. Talpin *et al.*, *L'épreuve de la discrimination*, *op. cit.* ; Margot Dazey, Mathilde Zederman, « Quelle place pour l'islam dans les luttes de l'immigration ? », *Sociétés contemporaines*, 127, 2022, p. 5-30.

¹⁷⁷ Mathilde Zederman, « L'entre-soi militant en exil. Les sociabilités militantes du mouvement tunisien Ennahda en France (1981-2018) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 252, p.4-25.

mouvement¹⁷⁸. Dans d'autres, l'engagement est de fait intersectionnel, envisageant différents rapports de domination dans leurs imbrications¹⁷⁹.

Capital culturel et trajectoires

Le capital culturel, l'exposition à différents médias, notamment la lecture¹⁸⁰, apparaissent comme des leviers clés de la conscientisation. É. Druetz¹⁸¹ et Émeline Fourment¹⁸² révèlent le rôle des cursus en sciences sociales à cet égard. D'autres travaux suggèrent le poids des biographies, notamment de certaines configurations relationnelles¹⁸³ ou des événements – par exemple liés à la trajectoire conjugale ou parentale¹⁸⁴. Par ailleurs, le parcours migratoire et la durée de vie dans le pays d'immigration jouent fortement dans la construction d'une conscience de groupe des personnes immigrées¹⁸⁵.

Ce développement ne doit pas faire oublier les mécanismes d'inhibition de la conscientisation et de la conflictualisation – qui produisent de l'indifférence, de la banalisation, de la singularisation ou de la conformation. Ceux-ci sont plus délicats à isoler dans la mesure où la domination est à l'œuvre dans toutes les sphères de vie (voir partie I.) et repose sur des logiques de légitimation et de naturalisation de l'ordre social¹⁸⁶ qui favorisent son intériorisation. On peut à ce titre s'interroger sur le rôle des différents stéréotypes : par exemple, le fait qu'un groupe fasse l'objet de stéréotypes naturalisant, considérés comme une évidence

¹⁷⁸ Voir, par exemple, le cas des femmes militantes d'extrême gauche, des femmes noires dans les mouvements noirs ou féministes, ou des lesbiennes dans le mouvement féministe : Florence Johsua, *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, Paris, La Découverte, 2015, p. 177-209 ; Lucile Cros, « Des pratiques émancipatrices aux prises avec les normes de genre et de classe : le cas du groupe-femmes de Lip », *Cahiers du genre*, 70, 2021, p. 137-155 ; Winifred Breines, *The Trouble Between us. An Uneasy History of White and Black Women in the Feminist Movement*, New York, Oxford University Press, 2006 ; Sébastien Chauvin, « Les aventures d'une "alliance objective": quelques moments de la relation entre mouvements homosexuels et mouvements féministes au XX^e siècle », *L'Homme & la Société*, 158, 2005, p. 111-130.

¹⁷⁹ Damien Trawalé, « Le rapport des gays noirs à leur position ethno- raciale et son extériorisation dans une dynamique militante LGBT noire », *Cahiers de l'Urmis*, 15, 2014, p. 1-18 ; Silyane Larcher, « "Nos vies sont politiques !" L'afroféminisme en France ou la riposte des petites-filles de l'Empire », *Participations*, 19, 2017, p. 97-127.

¹⁸⁰ Viviane Albenga, Laurence Bachmann, « Appropriations des idées féministes et transformation de soi par la lecture », *Politix*, 109, 2015, p. 69-89.

¹⁸¹ Élodie Druetz, « Politisation, discriminations racistes et études supérieures : complexifier le " quanti" par le "quali" », *Revue française de science politique*, 71 (3), juin 2021, p. 437-459.

¹⁸² Émeline Fourment, « Militantismes libertaire et féministe face aux violences sexuelles : le cas de la gauche radicale de Göttingen », *Sociétés contemporaines*, 107, 2017, p. 109-130.

¹⁸³ Rébecca Lévy-Guillain, « MeToo or not MeToo ? Consentement sexuel et changement normatif au prisme de trajectoires individuelles féminines », *Politix*, 141, 2023, p. 47-72.

¹⁸⁴ Virginie Descoutures, *Les mères lesbiennes*, Paris, PUF, 2010 ; Manon Reguer-Petit, « Bifurcations familiales et socialisations politiques : une comparaison des femmes en famille nucléaire, monoparentale et recomposée », thèse de doctorat en science politique (Florence Haegel, dir.), Paris, Institut d'études politiques, 2016.

¹⁸⁵ Atiya-Kay Stokes-Brown, « Racial Identity and Latino Vote Choice », *American Politics Research*, 34 (5), 2006, p. 627-652.

¹⁸⁶ Colette Guillaumin, *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de nature*, Paris, Côté-femmes, 1992.

partagée¹⁸⁷, pourrait rendre plus difficile l'identification de l'injustice subie que lorsque le groupe est criminalisé par les pouvoirs publics.

La sociologie des rapports sociaux a révélé différents vecteurs au fondement de postures non-conscientisées et/ou déconflictualisées : être dans une position dominante au regard d'un autre rapport social¹⁸⁸, ou être socialisé·e avec des dominant·e·s¹⁸⁹, conduit parfois à s'identifier davantage aux groupes majoritaires et à soutenir « des systèmes de domination connexes¹⁹⁰ ». De même, la « dyssocialisation¹⁹¹ » – l'intériorisation de valeurs d'autonomie et de réussite contredites par la réalité sociale – frappant les jeunes des classes moyennes et populaires favorise la responsabilisation individuelle et la déconflictualisation des inégalités sociales plutôt que la dénonciation du système. Les socialisations conservatrices à l'œuvre au travail¹⁹², dans la famille ou l'éducation religieuse¹⁹³ contribuent également à un attachement à l'ordre établi et donc une occultation de sa condition minorisée¹⁹⁴. C. Comer, dans ce dossier, fait valoir le rôle de socialisation familiales et conjugales conservatrices dans l'absence de conscientisation de certaines agricultrices, pendant que F. Strack montre le rôle de l'idéologie religieuse dans la déconflictualisation.

Le contexte politique, s'il criminalise activement un groupe minorisé ou s'il freine la reconnaissance des discriminations, peut par ailleurs inhiber la conflictualisation¹⁹⁵. Enfin, deux articles du dossier rappellent le rôle (indirect) du contexte territorial dans ces dynamiques : Mickaël Durand montre en quoi l'éloignement vis-à-vis des centres urbains limite l'effet conflictualisant du Mariage pour tous, Maeva Durand soulignant, quant à elle, comment les femmes enquêtées voient leur propension à la conflictualité freinée du fait de la désindustrialisation et de la désyndicalisation de leur département. Ces dynamiques de (non-)conscientisation et de (dé)conflictualisation constituent un élément clé à considérer lorsque

¹⁸⁷ Comme dans le cas du genre par exemple : Bernard Lahire, « Héritages sexués : incorporation des habitudes et des croyances », dans Thierry Blöss (dir.), *La dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, PUF, 2001, p. 9-25.

¹⁸⁸ Élodie Druez, « Résister *par* ou *contre* la classe ? Identifications de classe et réponses à la racisation chez les *Black middle classes* d'ascendance subsaharienne à Paris et à Londres », *Sociologie*, 14 (3), 2023, p. 315-332.

¹⁸⁹ Amélie Beaumont, « Tirer parti de l'ordre établi ? Les socialisations politiques au travail dans un hôtel de luxe », *Politix*, 122, 2018, p. 79-105.

¹⁹⁰ Ali Meghji, *Black Middle-Class Britannia. Identities, Repertoires, Cultural Consumption*, Manchester, Manchester University Press, 2019, p. 48.

¹⁹¹ Louis Chauvel, « Le retour des classes sociales ? », *Revue de l'OFCE*, 79, 2001, p. 315-359.

¹⁹² Georges Lavau, Gérard Grunberg, Nonna Mayer (dir.), *L'univers politique des classes moyennes*, Paris, Presses de Sciences Po, 1983, p. 330-350.

¹⁹³ Mickaël Durand, « Une mobilisation “contre-nature” ? Le cas d'homosexuels opposés au mariage pour tous en France », *Genre, sexualité & société*, 18, 2017, en ligne : <https://journals.openedition.org/gss/4069>.

¹⁹⁴ Qui peuvent produire des effets paradoxaux dans certaines circonstances. Voir Magali Della Sudda, « Discours conservateurs, pratiques novatrices », *Sociétés & Représentations*, 24, 2007, p. 211-231.

¹⁹⁵ Par exemple sur les questions raciales en France. Voir Mireille Eberhard, « De l'expérience du racisme à sa reconnaissance comme discrimination : stratégies discursives et conflits d'interprétation », *Sociologie*, 4 (1), 2010, p. 479-495.

l'on examine le rapport à *la* politique et les valeurs des individus minorisés, ce qui fait l'objet de la dernière partie de cet article.

Comment la socialisation minoritaire façonne-t-elle les opinions et les comportements politiques ?

Étudier la socialisation politique des individus minorisés implique enfin de se pencher sur les éventuelles spécificités de leurs valeurs et opinions politiques ainsi que sur la façon dont elles se traduisent en termes d'orientation partisane et de vote. Cette partie vise à mettre en lumière les différences selon le groupe d'appartenance et le degré de conscientisation de l'individu, l'hypothèse étant que l'identification minorisée prend d'autant plus de place dans les valeurs et le rapport à *la* politique qu'elle est conflictualisée.

Valeurs et opinions politiques

La littérature révèle en quoi les individus minorisés portent des valeurs politiques et un rapport aux institutions distincts de la population majoritaire. On considérera trois dimensions : leur compréhension des inégalités sociales ; les valeurs socio-économiques et sociétales ; le rapport aux institutions (la confiance dans l'État). Si certaines dynamiques sont similaires pour tous les groupes minorisés, on constate des positionnements diversifiés sur d'autres enjeux¹⁹⁶. Surtout, les individus minorisés ne témoignent pas des mêmes valeurs ou opinions selon leur degré de conscientisation.

Premièrement, la minorisation peut rendre plus conscient·e du caractère structurel des inégalités sociales. Des travaux montrent ainsi que les femmes¹⁹⁷, les personnes minorisées sur les plans de la classe¹⁹⁸ ou de la race¹⁹⁹ attribuent plus facilement la pauvreté (ou inversement la réussite) à des causes structurelles. Ces opinions découlent possiblement d'une capacité à appréhender les conséquences économiques de sa propre minorisation ou d'une sensibilité, voire d'une conscientisation, à l'égard d'autres formes de minorisation. En effet, les membres de certains groupes minorisés sont plus ouvert·e·s et plus solidaires vis-à-vis d'autres populations stigmatisées²⁰⁰, les gays et lesbiennes étant par exemple plus sensibles au mouvement *Black Lives Matter* que les hétérosexuel·le·s²⁰¹ et les femmes soutenant davantage

¹⁹⁶ Et, par ailleurs, la littérature sur chaque groupe minorisé ne couvre pas nécessairement toutes ces questions, ce qui limite la possibilité d'une comparaison entre groupes.

¹⁹⁷ Catherine Cozzarelli, Michael J. Tagler, Anna V. Wilkinson, « Attitudes Toward the Poor and Attributions for Poverty », *Journal of Social Issues*, 57 (2), 2001, p. 207-227.

¹⁹⁸ Heather E. Bullock, « From the Front Lines of Welfare Reform : An Analysis of Social Worker and Welfare Recipient Attitudes », *The Journal of Social Psychology*, 144 (6), 2004, p. 571-590.

¹⁹⁹ Matthew O. Hunt, « Race/Ethnicity and Beliefs About Wealth and Poverty », *Social Science Quarterly*, 85 (3), 2004, p. 827-853.

²⁰⁰ Pour les musulman·e·s, voir Eman Abdelhadi, John O'Brien, « Perceived Group Deprivation and Intergroup Solidarity : Muslims' Attitudes Towards Other Minorities in the United States », *Religions*, 11 (11), 2020, p. 604-634.

²⁰¹ Eric Swank, Breanne Fahs, « Sexual Identities and Reactions to Black Lives Matter », *Sexuality Research and Social Policy*, 19 (4), 2022, p. 1954-1967.

les gays et lesbiennes²⁰². Toutefois, les dynamiques de solidarité ou d'acceptation sont loin d'être automatiques, les classes populaires pouvant par exemple se sentir en concurrence avec les immigré·e·s (voir l'article de Maeva Durand).

Ensuite, l'expérience de la minorisation est susceptible de structurer les valeurs sociétales et socio-économiques des individus. Des recherches sur les femmes²⁰³ et les minorités sexuelles révèlent qu'elles sont plus libérales au regard des normes sexuelles, familiales et de genre²⁰⁴. En revanche, selon certaines enquêtes²⁰⁵, les musulman·e·s seraient légèrement plus conservateur·ice·s à cet égard²⁰⁶. Les femmes et les homosexuel·le·s ont par ailleurs en commun d'être moins favorables à la guerre²⁰⁷ et à la peine de mort (ce qui vaut aussi pour les Africain·e·s-Américain·e·s²⁰⁸). De même, les minorités raciales²⁰⁹, les femmes²¹⁰, les gays et lesbiennes²¹¹ soutiennent davantage les services publics ainsi que les politiques de redistribution et de lutte contre les discriminations. É. Druetz met à ce titre en lumière comment des expériences discriminatoires à l'école et dans l'emploi stimulent une demande d'intervention étatique. Ainsi, une plus grande attention accordée aux difficultés vécues par

²⁰² Sylvie Tissot, *Gayfriendly. Acceptation et contrôle de l'homosexualité à Paris et à New York*, Paris, Raisons d'agir, 2018. Gregory M. Herek et Kevin A. McLemore, « Sexual Prejudice », *Annual review of Psychology*, 64, 2013, p. 309-333.

²⁰³ Celles-ci soutiennent notamment davantage l'avortement que les hommes. Voir Mary-Kate Lizotte, « The Abortion Attitudes Paradox : Model Specification and Gender Differences », *Journal of Women, Politics & Policy*, 36 (1), 2015, p. 22-42.

²⁰⁴ Eric Joy Denise, « Sexual Orientation Differences in Attitudes about Sexuality, Race, and Gender », *Social Science Research*, 61, 2017, p. 126-141.

²⁰⁵ Vincent Tiberj, Sylvain Brouard, *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine, et turque*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005. Pour une lecture critique de ces résultats, voir la recension de Solenne Jouanneau et Sylvain Laurens dans *Sociétés Politiques Comparées. Revue européenne d'analyse des sociétés politiques*, (7), 2008, en ligne : https://fasopo.org/sites/default/files/livre_n7.pdf.

²⁰⁶ Les attitudes conservatrices ne pouvant toutefois être réduites au seul facteur religieux : voir Simon Massei, « S'engager contre l'enseignement de la "théorie du genre" : trajectoires sociales et carrières militantes dans les mouvements anti-«ABCD de l'égalité» », *Genre, sexualité & société*, 18, 2017, en ligne : <https://journals.openedition.org/gss/4095>.

²⁰⁷ Patrick J. Egan, Murray S. Edelman, Kenneth Sherrill, « Findings From the Hunter College Poll : New Discoveries About the Political Attitudes of Lesbians, Gays and Bisexuals », Hunter, The City University of New York, 2008, en ligne : <https://www.yumpu.com/en/document/view/18581081/findings-from-the-hunter-college-poll-of-lesbians-gays-and-> Pour les femmes, voir : Mary-Kate Lizotte, « Gender Differences in Support for Torture », *The Journal of Conflict Resolution*, 61 (4), 2017, p. 772-787, ici p. 773-774.

²⁰⁸ Meredith G. F. Worthen, Susan F. Sharp, Forrest R. Rodgers, « Gay and Lesbian Individuals' Attitudes Toward the Death Penalty : An Exploratory Study of the Roles of Empathic Concern and Political Beliefs », *Criminal Justice Review*, 37 (2), 2012, p. 239-261 ; John K. Cochran, Beth A. Sanders, « The Gender Gap in Death Penalty Support : An Exploratory Study », *Journal of Criminal Justice*, 37 (6), 2009, p. 525-533 ; Erin Carll, « Disparate Vantage Points : Race, Gender, County Context, and Attitudes About Harsh Punishments in the US », *Social Science Research*, 64, 2017, p. 137-153.

²⁰⁹ Leslie Baham Inniss, Jeralynn Sittig, « Race, Class, and Support for the Welfare State », *Sociological Inquiry*, 66 (2), 1996, p. 175-197.

²¹⁰ Rez Shirazi, Anders Biel, « Internal-External Causal Attributions and Perceived Government Responsibility for Need Provision : A 14-Culture Study », *Journal of Cross-Cultural Psychology*, 36 (1), 2005, p. 96-116.

²¹¹ P. J. Egan, M. S. Edelman, K. Sherrill, « Findings From the Hunter College Poll... », art. cité.

d'autres groupes minorisés et la conscience du caractère structurel des inégalités favorisent le soutien à l'État providence ou le rejet de mesures autoritaires.

Paradoxalement, l'expérience de la minorisation peut aussi induire un rapport plus critique aux institutions, celles-ci contribuant à (re)produire la domination²¹². Les membres de certains groupes sont en effet plus sujets à une moindre confiance politique, qu'il s'agisse des classes populaires²¹³ ou de certaines minorités racisées ou religieuses²¹⁴. Cette confiance dépend néanmoins d'autres caractéristiques : par exemple, en Europe, les premières générations d'immigré·e·s affichent un degré de confiance plus élevé que les natif·ve·s alors que leurs descendant·e·s ne se distinguent pas de ces dernier·ère·s²¹⁵. En outre, si les femmes ne se différencient généralement pas des hommes sur ce point, celles qui adhèrent davantage à des normes de féminité expriment une plus grande confiance dans les institutions²¹⁶.

Des variations intragroupes importantes existent également au regard d'autres valeurs : toutes les femmes ne soutiennent pas unanimement l'État-providence²¹⁷, un apprentissage féministe exacerbant leur adhésion aux valeurs redistributives²¹⁸. Les Africain·e·s-Américain·e·s de classes moyennes, et notamment les hommes (dotés d'un meilleur statut socio-économique), sont moins libéraux politiquement que leurs homologues femmes²¹⁹ ou de milieux populaires²²⁰. Les valeurs sont aussi structurées par des dynamiques biographiques : Mickaël Durand montre que la défense de l'égalité entre hétérosexuel·le·s et homosexuel·le·s est favorisée par des événements politiques (l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, le Mariage pour tous) mais dépend beaucoup du vécu de l'appartenance homosexuelle. F. Strack suggère, quant à lui, que le rejet de l'homosexualité résultant de l'intégralisme religieux est atténué par le contact avec des gays et lesbiennes.

²¹² Michael Appleton, « The Political Attitudes of Muslims Studying at British Universities in the Post-9/11 World (Part I) », *Journal of Muslim Minority Affairs*, 25 (2), 2005, p. 171-191.

²¹³ Voir, par exemple, Séverine Misset, Yasmine Siblot, « “Donner de son temps” pour ne pas être des “assistés” : bénévolat associatif et rapports à la politique au sein de ménages stables des classes populaires », *Sociologie*, 10 (1), 2019, p. 73-89.

²¹⁴ Muniba Saleem *et al.*, « Social Identity Threats : How Media and Discrimination Affect Muslim Americans' Identification as Americans and Trust in the U.S. Government », *Journal of Communication*, 69 (2), 2019, p. 214-236.

²¹⁵ Rahsaan Maxwell, « Trust in Government Among British Muslims : The Importance of Migration Status », *Political Behavior*, 32 (1), 2010, p. 89-109.

²¹⁶ Monika L. McDermott, David R. Jones, « Gender, Sex, and Trust in Government », *Politics & Gender*, 18 (2), 2022, p. 297-320.

²¹⁷ Julian L. Garritzmann, Hanna Schwander, « Gender and Attitudes Toward Welfare State Reform : Are Women Really Social Investment Promoters ? », *Journal of European Social Policy*, 31 (3), 2021, p. 253-266.

²¹⁸ Elizabeth Adell Cook, Clyde Wilcox, « Feminism and the Gender Gap – A Second Look », *The Journal of Politics*, 53 (4), 1991, p. 1111-1122.

²¹⁹ MaryKate Lizotte, Tony E. Carey, « Minding the Black Gender Gap: Gender Differences in Public Opinion among Black Americans », *American Politics Research*, 2021, p. 490-503.

²²⁰ Jennifer Hochschild, Vesla Weaver, « Is the Significance of Race Declining in the Political Arena ? Yes, and no », *Ethnic and Racial Studies*, 38 (8), 2015, p. 1250-1257.

Ces variations intragroupes s'expliquent en partie par la posture adoptée vis-à-vis de la minorisation : conflictualiser (ou non) celle-ci agit par ricochet sur le rapport au monde dans son ensemble. Ainsi, une rupture conjugale facilite la conflictualisation des rapports de genre, mais aussi une défiance à l'égard de la justice et un soutien aux politiques de redistribution²²¹. Selon que l'individu conflictualise ou non sa condition sociale, les prestations sociales sont perçues comme des « droits » pour lesquels se battre ou bien comme des « aumônes » demandées avec honte²²². *In fine*, ces différents résultats invitent à considérer la socialisation minoritaire comme le fondement d'une « perspective sur le monde²²³ » susceptible d'influer sur l'adhésion à des politiques et valeurs sociales, et ce d'autant plus que l'individu est conscientisé²²⁴. Au-delà des valeurs, elle structure l'orientation politique, la participation électorale et le vote.

Orientation politique, participation électorale et vote

Du point de vue des comportements et de l'orientation politiques, on distingue une fois de plus des différences en fonction du groupe minorisé et selon que la minorisation fait ou non l'objet d'une conflictualisation – bien que « la proximité au politique institutionnel [...] ne s'accompagne pas toujours d'une disposition à conflictualiser²²⁵ ».

Tout d'abord, si quelques travaux montrent l'effet positif de la conscience de groupe sur la participation politique²²⁶, les niveaux d'intérêt et de participation politiques varient selon le groupe d'appartenance. Alors que les femmes et les classes populaires témoignent d'un moindre intérêt pour la politique²²⁷, différentes études révèlent un intérêt plus fort de la part des personnes racisées et musulmanes²²⁸. Certaines recherches attestent d'un lien significatif entre déclaration de discrimination et intérêt politique²²⁹, quand d'autres – comme S. Kaya et J. Talpin dans ce dossier – décrivent en quoi l'expérience de la minorisation peut conduire à mettre la politique à distance. En outre, les musulman-e-s²³⁰, les individus racisés²³¹ et les

²²¹ M. Reguer-Petit, « Bifurcations familiales... », cité.

²²² Yasmine Siblot, « Les rapports quotidiens des classes populaires aux administrations : analyse d'un sens pratique du service public », *Sociétés contemporaines*, 58, 2005, p. 85-103.

²²³ K. Cramer Walsh, « Putting Inequality in its Place ... », art. cité.

²²⁴ Une idée que Pamela Johnston Conover a formalisée dans le cas des femmes : voir P. Johnston Conover, « Feminists and the Gender Gap », *The Journal of Politics*, 50 (4), 1988, p. 985-1010.

²²⁵ S. Duchesne *et al.*, « Politisation et conflictualisation... », cité, p. 21 et 121.

²²⁶ Gabriel R. Sanchez, « The Role of Group Consciousness in Political Participation Among Latinos in the United States », *American Politics Research*, 34 (4), 2006, p. 427-450.

²²⁷ Daniel Gaxie, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation*, Paris, Seuil, 1978.

²²⁸ Vincent Tiberj, Patrick Simon, « La fabrique du citoyen : origines et rapport au politique en France », dans Chris Beauchemin, Christelle Hamel, Patrick Simon (dir.), *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France*, Paris, Ined Éditions, 2016, p. 501-529.

²²⁹ Élodie Druetz, « Politisation, discriminations racistes et études supérieures : complexifier le quanti par le quali », *Revue française de science politique*, 71 (3), juin 2021, p. 437-459.

²³⁰ Rahsaan Maxwell, « Political Participation in France among Non-European-Origin Migrants : Segregation or Integration ? », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 36 (3), 2010, p. 425-443.

²³¹ V. Tiberj, P. Simon, « La fabrique du citoyen », cité.

classes populaires²³² ont une participation électorale légèrement, voire nettement, plus faible que la moyenne. Ce n'est plus le cas des femmes²³³ (qui votent même parfois un peu plus), et n'a jamais été celui des gays et lesbiennes²³⁴. D'autres groupes minorisés, comme les trans²³⁵ et les personnes handicapées²³⁶, rencontrent des obstacles de taille pour s'inscrire sur les listes électorales et participer politiquement, ce qui peut influencer sur le sentiment d'inclusion dans la vie sociale²³⁷.

La *group consciousness* favorise également l'orientation politique et le vote pour des partis supposés défendre les intérêts du groupe en question²³⁸, au nom de l'existence d'un destin lié²³⁹ (« *linked fate* ») entre ses membres. Le rôle de cette conscience de classe était déjà présent de façon sous-jacente dans l'ouvrage de Guy Michelat et Michel Simon sur les ouvrier·ère·s²⁴⁰. Nos travaux révèlent respectivement le poids de la conflictualisation des questions raciales chez des diplômé·e·s racisé·e·s²⁴¹ ou de l'homosexualité chez les gays et lesbiennes²⁴² dans leur vote de gauche.

Différents groupes minorisés présentent ainsi un tropisme de gauche. Il s'avère très net chez certains groupes racisés²⁴³, mais peut être plus ambivalent chez d'autres (comme les Asiatiques²⁴⁴). De plus, si les musulman·e·s se positionnent massivement à gauche, cela serait

²³² Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Folio, 2007.

²³³ Catherine Achin, Sandrine Lévêque, « Mind the Gap ! De la variable sexe au genre des comportements électoraux », *Travail, genre et sociétés*, 40 (2), 2018, p. 33-50.

²³⁴ Mickaël Durand, Nonna Mayer, « Genre, sexualité, et vote », dans Yves Déloye, Nonna Mayer (dir.), *Analyses électorales*, Bruxelles, Bruylant, 2017, p. 265-317.

²³⁵ Kathryn K. O'Neill *et al.*, « The Potential Impact of Voter Identification Laws on Transgender Voters in the 2022 General Election », The Williams Institute, septembre 2022.

²³⁶ Lisa Schur, Meera Adya, « Sideline or Mainstreamed ? Political Participation and Attitudes of People with Disabilities in the United States », *Social Science Quarterly*, 94 (3), 2013, p. 811-839 ; Pierre-Yves Baudot *et al.*, « Les politiques publiques façonnent-elles les listes électorales ? Le cas des personnes handicapées en 2017 », *Revue française de science politique*, 70 (6), décembre 2020, p. 747-772.

²³⁷ Pierre-Yves Baudot, Marie-Victoire Bouquet, « Voter pour soi : le vote dans le travail biographique d'électrices et d'électeurs handicapés », *Politix*, 139, 2022, p. 5-39.

²³⁸ Michael C. Dawson, *Behind the Mule. Race and Class in African-American Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1995 ; Mark Hertzog, *The Lavender Vote. Lesbians, Gay Men, and Bisexuals in American Electoral Politics*, New York, New York University Press, 1996.

²³⁹ M. C. Dawson, *Behind the Mule...*, *op. cit.* ; Lorrie Frasure-Yokley, Natalie Masuoka, Matt A. Barreto (dir.), « Dialogue : Linked Fate and the Politics of Groups and Identities », *Politics, Groups, and Identities*, 7 (3), 2019.

²⁴⁰ Guy Michelat, Michel Simon, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1977.

²⁴¹ Élodie Druez, « Vote de race ou de classe ? Le tropisme de gauche de diplômé·es d'ascendance subsaharienne à Paris et à Londres », *Politix*, 139, 2022, p. 41-63.

²⁴² Mickaël Durand, « Des triangles roses dans les urnes ? Le rôle de l'homosexualité dans le rapport individuel à la politique et au vote », *Politix*, 141, 2023, p. 97-121.

²⁴³ V. Tiberj, P. Simon, « La fabrique du citoyen... », cité.

²⁴⁴ *Ibid.*

moins vrai pour les plus pratiquant·e·s²⁴⁵ et cela n'est pas le cas pour les juif·ve·s²⁴⁶. L'inclination à gauche des gays et lesbiennes constitue un fait établi en France comme dans d'autres pays européens²⁴⁷, mais pourrait être davantage le fait des femmes lesbiennes, plus féministes²⁴⁸. Dans ce numéro, les articles d'É. Druetz et Mickaël Durand révèlent que le tropisme de gauche des diplômé·e·s racisé·e·s et des gays et lesbiennes s'explique en partie par des expériences discriminatoires ou des discours politiques stigmatisants. En ce qui concerne les femmes, si un « *voting gap* » en faveur des partis de gauche existait avant les années 2000, celui-ci s'avère moins net aujourd'hui²⁴⁹, quoique les femmes féministes tendent à s'orienter plus clairement à gauche²⁵⁰.

En revanche, en dehors des personnes racisées ou les musulman·e·s qui n'accordent qu'exceptionnellement leurs voix à l'extrême droite²⁵¹, certains membres des groupes minorisés étudiés peuvent se tourner vers le Rassemblement national (RN, ancien Front national)²⁵². La longue réticence des femmes à voter pour ce parti s'est dissipée avec l'accession de Marine Le Pen à sa présidence, mais reste sensible à la conjoncture²⁵³. Ce vote attire par ailleurs les hommes bis et gays dans une proportion similaire au reste de la population, à l'inverse des femmes lesbiennes²⁵⁴. De façon plus surprenante au vu des ambiguïtés du RN vis-à-vis de l'antisémitisme, certain·e·s des juif·ve·s orthodoxes enquêté·e·s par F. Strack soutiennent ce parti, percevant la population musulmane comme une menace plus grande que le programme idéologique de l'extrême droite. Une partie des classes populaires est également encline à se tourner vers le RN²⁵⁵, notamment sous l'effet d'une « conscience triangulaire » (voir l'article de Maeva Durand dans ce dossier).

Enfin, les membres d'un même groupe minorisé adoptent des comportements pluriels, voire antagonistes, selon que la minorisation est conscientisée ou non, mais aussi en raison

²⁴⁵ V. Tiberj, S. Brouard, *Français comme les autres...*, *op. cit.*

²⁴⁶ Sylvie Strudel, *Vote(s) juif(s). Itinéraires migratoires, religieux et politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

²⁴⁷ Stuart J. Turnbull-Dugarte, « The European Lavender Vote : Sexuality, Ideology and Vote Choice in Western Europe », *European Journal of Political Research*, 59 (3), 2020, p. 517-537.

²⁴⁸ M. Hertzog, *The Lavender Vote...*, *op. cit.* ; Sylvain Brouard, « L'orientation sexuelle affecte-t-elle les intentions de vote ? », *L'enquête électorale française. Comprendre 2017*, La note #33, Vague 11 bis, Sciences Po/Cevipof, mars 2017.

²⁴⁹ C. Achin, S. Lévêque, « Mind the Gap... », art. cité. ; M. Durand, N. Mayer « Genre, sexualité et vote », cité.

²⁵⁰ Elizabeth Cook, « Feminist Consciousness and Candidate Preference among American Women, 1972-1988 », *Political Behavior*, 15 (3), 1993, p. 227-246.

²⁵¹ V. Tiberj, P. Simon, « La fabrique du citoyen... », cité.

²⁵² Si ce paragraphe se penche uniquement sur le cas français, il serait heuristique d'interroger les dynamiques à l'œuvre dans d'autres contextes nationaux.

²⁵³ Anja Durovic, Nonna Mayer, « Un vent de renouveau ? La recomposition des *gender gaps* électoraux à l'élection présidentielle française de 2022 », *Revue française de science politique*, 72 (4), juillet-août 2022, p. 463-484.

²⁵⁴ François Kraus, « Gays, bis, lesbiennes : des minorités sexuelles ancrées à gauche », Ifop/Cevipof, *Les électorats sociologiques*, 8, 2012.

²⁵⁵ G. Mauger, W. Pelletier (dir.), *Les classes populaires et le FN*, cité.

d'autres facteurs structurants dans leur socialisation politique. Ainsi, les personnes musulmanes étudiées par S. Kaya et J. Talpin valorisent la participation ou se détournent du vote selon leur type de socialisation religieuse. Les juifs orthodoxes interrogés par F. Strack s'orientent vers l'abstention ou le vote à droite, voire à l'extrême droite selon la communauté religieuse d'appartenance (*modern-orthodox* ou *haredim*) et l'influence respective des rabbins au sein de chacune. Enfin, les femmes de milieux populaires enquêtées par Maeva Durand penchent davantage pour un vote RN ou à l'inverse pour La France insoumise en fonction de leur socialisation politique familiale. L'enjeu est alors de saisir les vecteurs de socialisations politiques clés susceptibles de rendre compte de ces variations par et au-delà de la minorisation.

Conclusion

Cet article montre en quoi l'expérience de la minorisation socialise (politiquement) l'individu de façon spécifique. Il s'appuie sur la mise en dialogue de différents rapports sociaux de domination et esquisse, de façon certes sommaire, leurs spécificités et leurs similitudes au fil de l'analyse²⁵⁶. Il apporte trois résultats clés.

Tout d'abord, cette réflexion décrypte les modalités propres à ce que nous avons appelé la socialisation minoritaire, mettant en lumière son caractère transversal et continu (qui opère dans toutes les sphères sociales et tout au long de la vie), la diversité de ses formes, et surtout le rôle des stéréotypes et des politiques et discours publics. Elle avance ensuite que la (non-) conscientisation et la (dé)conflictualisation sont au cœur de la socialisation politique des individus minorisés : la socialisation minoritaire revêt une dimension politique dans la mesure où l'individu doit se positionner vis-à-vis de sa minorisation *via* ces deux logiques clés. Cet article distingue les deux concepts et les (re)définit en considérant leurs imbrications. À ce titre, il met au jour cinq postures au regard de la minorisation, selon la façon dont l'individu conscientise et/ou conflictualise ou non son appartenance minorisée. Elles constituent ainsi cinq pôles qui permettent d'organiser conceptuellement l'apparente pluralité des rapports individuels à la domination²⁵⁷. Cette perspective conduit à penser les différentes stratégies de résistance (retournement du stigmate, minimisation, dissimulation, contrôle de soi, etc.) comme étant en partie façonnées par le rapport plus ou moins conflictualisé et conscientisé de l'individu à sa minorisation – tout en demeurant largement dépendantes des contraintes objectives auxquelles celui-ci fait face. Enfin, l'article révèle l'effet structurant de la conscientisation et de la conflictualisation – ou de leur absence – sur les systèmes de valeurs, l'orientation gauche-droite et le vote. Cette analyse permet alors de souligner en quoi différentes instances socialisatrices qui ne relèvent pas de la sphère politique au sens strict façonnent le rapport *au* et à *la* politique. De même, elle éclaire des résultats classiques de la sociologie électorale tels que l'ancrage à gauche des groupes racisés ou la possible inclination vers le RN d'une partie des classes populaires.

Articulant la sociologie politique, la sociologie de la domination et les travaux sur la socialisation (politique), cette proposition théorique invite à développer plusieurs agendas de

²⁵⁶ Voir le prologue du numéro pour une synthèse de ces points communs et différences.

²⁵⁷ Y. Boughaba, A. Dafflon, C. Masclet, « Introduction. Socialisation (et) politique... », art. cité.

recherche. Il s'agirait d'une part d'explorer davantage la mise en comparaison des différents rapports sociaux, en se focalisant par exemple sur deux ou trois types de minorisation²⁵⁸. Il serait d'autre part heuristique d'approfondir cette mise en dialogue à partir d'une perspective plus résolument intersectionnelle afin de mieux expliquer les variations inter et intra-groupes observées. Des recherches gagneraient également à creuser l'approche comparative en se focalisant spécifiquement sur certaines des questions soulevées ici, telles que la dynamique des préjugés, les stratégies de réponse au stigmat, les vecteurs de conscientisation, etc. Cette réflexion invite d'ailleurs à étudier plus finement le poids de la minorisation et de sa conscientisation/conflictualisation – et plus largement des expériences et des sentiments d'appartenance (y compris des individus majoritaires) – dans le rapport *au* et à *la* politique. En dernier lieu, elle entend inciter les travaux sur la domination à se saisir pleinement des outils conceptuels qu'offrent la sociologie politique et l'étude de la socialisation.

²⁵⁸ Voir le prologue pour une revue des quelques travaux qui s'emploient à cette démarche comparative.